

MOUVEMENT COMMUNISTE

Document de travail
n°6

➤ ***L'ANTIMONDIALISATION, VARIANTE MODERNE
DEGENEREE DU SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS***

Juin 2003

2 euros

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G.BOUVIN qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G.BOUVIN n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

L'ANTIMONDIALISATION, VARIANTE MODERNE DEGENEREE DU SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS

"Ce socialisme analysa avec beaucoup de sagacité les contradictions inhérentes au régime de la production moderne. Il mit à nu les hypocrites apologies des économistes. Il démontra d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la fatale décadence des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses, la guerre d'extermination industrielle des nations entre elles, la dissolution des vieilles mœurs, des vieilles relations familiales, des vieilles nationalités. A en juger toutefois d'après son contenu positif, ou bien ce socialisme entend rétablir les anciens moyens de production et d'échange, et, avec eux, l'ancien régime de propriété et toute l'ancienne société, ou bien il entend faire entrer de force les moyens modernes de production et d'échange dans le cadre étroit de l'ancien régime de propriété qui a été brisé, et fatalement brisé, par eux. Dans l'un et l'autre cas, ce socialisme est à la fois réactionnaire et utopique. Pour la manufacture, le régime corporatif ; pour l'agriculture, le régime patriarcal : voilà son dernier mot."
Karl Marx – Frederich Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1847.

INTRODUCTION

Dans ce texte, afin d'étayer notre critique, nous allons essayer de remonter aux racines des différentes conceptions regroupées sous la large bannière de l'anti-mondialisation. Leurs différentes analyses n'ont rien de très original, si ce n'est la forme dans laquelle elles s'expriment aujourd'hui. C'est pourquoi, pour démolir les nouvelles campagnes contre « la financiarisation et la marchandisation du monde¹ », il faudra rappeler quelques points fermes de l'évolution du rapport entre le capitalisme et le marché mondial, ainsi que la relation entre le capital productif et celui dit financier dans l'économie moderne. Celle-ci, dans la droite ligne de l'élaboration de Marx et Engels, se caractérise précisément par la généralisation du crédit, devenu encore davantage le fondement incontournable de toute accumulation du capital. L'existence du mode de production capitaliste et du marché mondial sont inséparables. Ensuite, nous passerons au crible critique quelques-unes des plus célèbres innovations conceptuelles des anti-mondialistes ainsi que les formes d'action spectaculaires dont ce mouvement politique s'est doté, avec un regard appuyé sur les dernières manifestations de

¹ Parmi les innombrables organisateurs de ces campagnes populistes, il faut compter aussi avec le groupe trotskiste *Lutte Ouvrière*. En effet, dans le document approuvé lors de son 31^{ème} congrès des 1^{er} et 2 décembre 2001, on peut lire que « le gonflement ininterrompu de la sphère financière depuis les années soixante-dix, conséquence du marasme de l'économie capitaliste, en est devenu un facteur aggravant majeur. Non seulement il se nourrit de l'aggravation de l'exploitation de la classe ouvrière, mais il contribue à étouffer le développement économique ». Ou encore : "Par-delà les variations cycliques, inhérentes à l'organisation capitaliste de l'économie à tous les stades de son développement, c'est le caractère impérialiste, à dominante financière, de l'économie capitaliste, qui constitue un obstacle devant une nouvelle ère d'essor des forces productives."

Gênes et de Bruxelles. Plus généralement, ce travail se fixe le but de fournir aux prolétaires combattifs des arguments à opposer à cette résurgence spécifique de la fausse conscience petite-bourgeoise. Par cela, il s'agit d'indiquer clairement la cible de toute lutte de classe prolétarienne, le mode de production capitaliste, et non l'une ou l'autre de ses expressions visées par l'agitation anti-mondialiste. A notre plus grand dam, pour l'heure, la classe ouvrière demeure absente des débats pro et contra. Ce manque que nous espérons temporaire semble réduire toute action volontaire sur les conditions générales de reproduction de l'espèce humaine - passées à la lessiveuse consensuelle du mythe de la fin de l'histoire – au choix des meilleurs moyens pour gérer différemment, peut-être même plus humainement, le capitalisme. L'idéologie "*citoyenne*", à l'instar de tout réformisme *old fashion* ou *new-look*, n'échappe nullement à ce déterminant.

ATTAC A L'AVANT-GARDE DES CAMPAGNES ANTI-MONDIALISTES

A l'occasion d'une grande réunion parisienne rassemblant plusieurs milliers de personnes, tenue courant du mois de janvier 2002, l'organisation Attac (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens) a publié son nouveau manifeste clamant qu'« *un autre monde est possible* ». Ce manifeste réactualise et développe les orientations de cette association, née en 1998, qui compte, rien qu'en France, 28 000 membres et 230 comités locaux et ayant des succursales dans 39 pays d'Europe, d'Afrique et des Amériques. Ce développement rapide et spectaculaire d'Attac en fait le meilleur et plus célèbre porte-parole de la mouvance plus large des anti-mondialistes. Celle-ci est formée à son tour par une galaxie d'organisations politiques, de syndicats, et de mouvements associatifs en tous genres. Attac constitue une variante moderne du socialisme petit-bourgeois. A l'aide de la dénonciation de certains affres du capitalisme, pareillement que le socialisme bourgeois (ou conservateur selon la définition de Marx et Engels), celui-ci affiche la volonté de « *porter remède aux anomalies sociales pour consolider la société bourgeoise*² ».

Attac se dit représenter « *les citoyens aspirant à s'affranchir de la dictature des marchés*³ » au travers, dans la plus pure tradition idéaliste, des « *idées qui changent le monde*⁴ ».

D'emblée, le manifeste 2002 d'Attac réaffirme ses orientations initiales et déclare militer « *pour la taxation de la spéculation financière, en particulier pour la taxe Tobin sur les opérations de change ; pour la disparition des paradis fiscaux, bancaires et judiciaires, arrière-cours cyniques et honteuses de la globalisation financière, et repaires de la grande criminalité et de la délinquance en col blanc; pour l'annulation de la dette publique du tiers-monde - d'ailleurs déjà remboursée plusieurs fois -, assortie du retour à leurs peuples des gigantesques sommes détournées et placées à l'étranger par des dirigeants corrompus et dictateurs de tout acabit, avec la complicité des banques, institutions financières et gouvernements du Nord*⁵ ».

Quintessence et fond commun des anti-mondialistes, l'idéologie d'Attac concentre toutes ses critiques uniquement contre les « *méfais de la mondialisation libérale* » et la « *dictature des marchés* ». Mais quel est le rapport entre capital et marché mondial ?

² K. Marx: Le manifeste du Parti communiste; Ed. 10/18, p.54.

³ Attac -Manifeste 2002- « Ce mouvement qui déplace les lignes... »

⁴ Idem

⁵ Idem.

LE MARCHÉ MONDIAL DES ORIGINES DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Dans le premier livre du *Capital*, Marx démontre que le marché mondial est la condition de l'accumulation primitive de capital et du développement du mode de production capitaliste.

"Cependant cette marche à pas de tortue ne répondait aucunement aux besoins commerciaux du nouveau marché universel créé par les grandes découvertes de la fin du 15^{ème} siècle⁶ ».

C'est d'abord dans la circulation des marchandises et donc dans le *commerce* international que réside le point de départ du capitalisme.

« La circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là ou la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au 16^{ème} siècle⁷ ».

A cette époque, la soif inextinguible d'or régnait en Europe et constituait - en accélérant le processus de décomposition de la féodalité initié par l'usure (première forme rudimentaire du crédit) - le moteur principal des grandes découvertes des Amériques, des Indes et de l'Extrême-Orient. D'après Cortez, le conquérant du Mexique, *« nous, Espagnols, nous souffrons d'une maladie de cœur dont l'or seul est le remède⁸ »*.

Grâce à la navigation (déjà investie par la bourgeoisie), le commerce international - et donc la circulation - va littéralement exploser, apportant chaque fois davantage d'or, d'argent et de métaux précieux. L'expansion de la navigation commerciale est l'une des conditions de l'apparition du mode de production capitaliste.

« Le marché mondial constitue alors de nouveau à la fois le présupposé du tout et son porteur.⁹ »

En ce sens, la naissance du capitalisme correspond à la circulation de marchandises et à l'établissement d'un marché mondial.

« A l'origine, la production fondée sur le capital partait de la circulation ; nous voyons maintenant qu'elle pose la circulation comme sa propre condition, et pose aussi bien le procès de production dans son immédiateté comme moment du procès de circulation que le procès de circulation comme phase du procès de production pris dans sa totalité¹⁰ ».

« La circulation est elle-même un moment de la production, puisque le capital ne devient capital que par la circulation¹¹ »

Le capitalisme élargit sans cesse le périmètre de ce marché mondial en surmontant toutes les barrières géographiques, en détruisant ou en soumettant les modes de productions précédents.

⁶ Marx : *Le Capital*. Editions Sociales/ Poche p.547.

⁷ Marx, idem, p.115.

⁸ Cité in M. Beaud : *Histoire du capitalisme*, Édition du Seuil p.20.

⁹ Marx : *Grundrisse*. T.2, p.167.

¹⁰ Marx: *Grundrisse*. T.2, p. 35.

¹¹ Idem.

LE DÉVELOPPEMENT INÉGAL DU CAPITALISME

La "mondialisation" est inhérente au développement du capitalisme. Elle implique, à une extrémité, la croissance conjointe et simultanée de la richesse, et, à l'autre, l'expansion de la misère relative, parfois absolue. Ce fait, en revanche, ne peut aucunement se résumer à l'établissement d'une ligne claire de partage Nord-Sud de la planète. Il suffit de rappeler l'extraordinaire essor de plusieurs pays dits émergents, dont l'immense Chine¹². Tel le mouvement des amibes, le capitalisme se répand et se contracte inlassablement, agissant sur toute la croûte terrestre et obéissant à son seul impératif de la maximisation des profits. Il crée misère et désertification là où, avant, il y avait concentré richesse et "civilisation". L'inverse est également vrai. Les cris scandalisés des tiers-mondistes - repris par Attac et autres Oxfam - sur le développement inégal du monde caricaturent la réalité, la mystifient grossièrement. En outre, leur critique ne pointe que la répartition, jugée injuste, des extra profits issus de la division internationale du travail. Leur horizon politique indépassable est la défense des pays capitalistes faibles contre l'arrogance des plus forts. Ainsi faisant, ils vouent la classe ouvrière des pays de la périphérie du capitalisme à l'exploitation et à la domination de leur propre bourgeoisie.

« Le problème de fond est l'inégalité monstrueuse entre le Nord et le Sud de la planète¹³ ».

La disparité géographique du développement des forces productives tant stigmatisée par les anti-mondialistes d'Attac n'est pas nouvelle. Il s'agit d'un phénomène aussi vieux que le capitalisme. L'un de ses meilleurs exemples est ce qu'on a appelé le commerce triangulaire du 16^{ème} et du 17^{ème} siècle. Celui-ci fait suite à l'extermination, lors de la colonisation, des populations autochtones des Amériques par le fer, la faim, les maladies et surtout le travail forcé. Conséquence de la pénurie absolue de main d'œuvre produite par la colonisation, ce commerce triangulaire se caractérisait notamment par :

- l'exportation de marchandises produites dans les pays capitalistes vers l'Afrique pour régler les rois vendeurs d'esclaves (armes, pacotilles, ...). Le nombre total d'esclaves noirs est estimé à près de 100 millions !
- l'importation massive d'esclaves d'Afrique (durée moyenne de vie de sept ans) utilisés dans les plantations. Achetés aux rois locaux, ils sont expédiés vers les Antilles d'abord, puis au Brésil et enfin aux USA ;
- l'exportation des marchandises (matières premières et produites semi-finis) provenant des colonies vers les métropoles capitalistes (canne à sucre, mélasse, rhum, coton, ...).

« Ce n'est que vers la fin du 16^{ème} siècle que la demande d'esclaves engendrée par le Nouveau Monde devait transformer la société africaine du 17^{ème} au 19^{ème} siècle et en même temps enrichir les Européens et peupler les Amériques. Là, le trafic d'esclaves et le commerce triangulaire qui y était associé allaient grandement accélérer le processus d'accumulation du capital.¹⁴ »

Commerce, pillage, piraterie, esclavagisme marquent cette première phase du capitalisme. On y décèle déjà la problématique de l'échange inégal et des extra profits coloniaux, éléments caractéristiques du colonialisme de la phase de soumission formelle du travail au capital¹⁵. Le

¹² Dans la seule décennie 1990-2000, la Chine a vu son PIB multiplié par cinq.

¹³ F. Betto et M. Löwy, "Les valeurs d'une nouvelle civilisation", in *Le Monde* du 26/01/02.

¹⁴ André Gunder Frank.: *L'accumulation mondiale (1500-1800)*, Calmann-Lévy, p.79.

¹⁵ Cette période du capitalisme se définit prioritairement par l'extorsion de survaleur absolue. Cf.: *Les modalités de l'exploitation capitaliste*, Mouvement Communiste, nouvelle édition 2001.

capitalisme naissant tend à détruire ou à soumettre tout ce qui le précède, mais aussi réalise-t-il pratiquement « *la fabrication de salariés dans les colonies. C'est ce qu'il nomme la colonisation systématique.*¹⁶ »

PROTECTIONNISME VERSUS LIBRE ÉCHANGISME. UNE TRES VIEILLE HISTOIRE

Mais le véritable cheval de bataille commun à toutes les familles *No Global* (autre intitulé du mouvement anti-mondialiste), c'est l'opposition au libéralisme et à sa mondialisation. Cette doctrine politique bourgeoise - dont la meilleure traduction en économie politique a été assurée par Adam Smith (1723-1790)¹⁷ - est identifiée au mal suprême. Le capitalisme se développe en éloignant sans cesse les lignes de son horizon en bâtissant peu à peu un marché mondial unifié. Du 15^{ème} au 18^{ème} se développe ce qui, plus tard, a été appelé le mercantilisme. Grâce à l'essor du commerce mondial, on entasse dans les caisses de l'Etat un amas de monnaie métallique en or et argent (cf. le bullionisme. De l'anglais, bullions, lingots).

« *En vérité, les économistes des 16ème et 17ème siècles avaient parfaitement compris que le commerce extérieur était, à l'époque, la source essentielle d'enrichissement et d'accumulation capitaliste.*¹⁸ »

Le principal outil de cette action économique étatique est le protectionnisme. Au travers du dressage de barrières douanières contre les marchandises étrangères, l'Etat national facilite les exportations au détriment des importations. Sa première traduction est une balance commerciale excédentaire. Sa meilleure expression idéologique est le nationalisme. Si l'Angleterre avait été à l'avant-garde de cette politique¹⁹, la France l'adoptera à son tour au 17^{ème} siècle sous l'intitulé de colbertisme. L'apport le plus spécifique de Colbert réside dans le mariage du mercantilisme et de l'absolutisme royal, se renforçant mutuellement durant le règne de Louis XIV.

« *Colbert a formulé dans sa correspondance et à plusieurs reprises les principes du plus strict mercantilisme. ... Il faut augmenter l'argent dans le commerce public en l'attirant des pays d'où il vient, en le conservant au-dedans du royaume, empêchant qu'il n'en sorte et en donnant des moyens aux hommes d'en tirer profit... il n'y a que le commerce seul et tout ce qui en dépend qui puisse produire ce grand effet.*²⁰ »

¹⁶ Marx *Le Capital*, idem, p.559.

¹⁷ Cf. son ouvrage de référence, *La richesse des nations*, publié en 1776.

"Selon lui, toute la richesse vient du travail de l'homme. Et c'est la perception de son intérêt personnel qui pousse l'homme à l'épargne et au travail. D'où cette conclusion décisive : l'intérêt privé est le moteur de l'économie. Conclusion à laquelle Adam Smith ajoute la thèse de l'harmonie fondamentale entre l'intérêt particulier et l'intérêt général. De cet ensemble de constatations, l'économiste déduit que la société politique se doit de garantir la libre concurrence des intérêts privés, s'exerçant dans le cadre du marché, seule capable d'assurer l'adéquation automatique entre l'offre et la demande" (Encyclopédie Universalis).

La représentation actuelle par les anti-mondialistes n'a plus grand-chose à voir avec la doctrine d'Adam Smith.

¹⁸ Pierre Deyon: *Le mercantilisme*, Flammarion, p.61.

¹⁹ Son origine probable réside dans la protection par la Couronne du système des Actes de navigation dès les 15^{ème} et 16^{ème} siècles. Les premiers Actes de navigation (1485-1486) réservèrent le commerce de la Guyane à des bateaux anglais et retirèrent à la Hanse ses privilèges douaniers pour tous les produits qu'elle serait allée chercher dans un pays tiers. Ces actes se multiplièrent en particulier de 1651 et de 1660, en fournissant *de facto* un monopole aux navires anglais sur le commerce extérieur.

²⁰ Cité in P. Deyon, P. Clément : *Lettres et mémoires de Colbert*, p. 26.

Cependant, plus les différentes puissances capitalistes fourbissent leurs outils protectionnistes respectifs, davantage ceux-ci perdent de leur efficacité. On assiste alors à une diminution absolue du commerce, à l'assèchement des échanges et donc du profit commercial. Contournant cette impasse, l'Angleterre, en tant que puissance dominante de la période²¹, remettra en cause le mercantilisme au travers de certains de ses économistes tels sir Edward Coke (1552-1634)²², Josiah Child et sir Charles Davenant (1656-1714)²³. L'économie politique en gestation aboutira à une orientation symétrique, la doctrine dite du libre-échange.

« Le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers, on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. »²⁴

Protectionnisme et libre-échange sont deux idéologies symétriques et complémentaires du mouvement concurrentiel du capital. Schématiquement, un capital dominant est plus facilement libre-échangiste, alors qu'un capital plus faible s'en appellera à la défense du protectionnisme.

« Le libéralisme convient bien aux économies dominantes, et leurs plaidoiries en faveur de la liberté des échanges et de la liberté des mers ne surprennent qu'à demi. »²⁵

Dans l'enceinte de l'Etat nation, l'alternance ou, plutôt, le degré d'interpénétration entre ces deux orientations à l'apparence antinomique se modifie en fonction de la conjoncture économique mondiale. Plus précisément, ce niveau est tour à tour défini par les mouvements concurrentiels de l'ensemble des capitaux individuels actifs sur le marché mondial. Incise, l'acharnement d'Attac contre « *la diffusion des produits américains* » et sa défense de « *l'exception culturelle française* » peut être reconsidéré sous cette lumière²⁶. Le vieux penchant protectionniste à coloration nationaliste et anti-américaine trouve en Attac une belle traduction. Dans le courant du 19^{ème} siècle, d'autres économistes vont reprendre à leur compte l'une ou l'autre de ces thèses. Friedrich List²⁷ se distingue en tant que grand défenseur du protectionnisme et de l'économie nationale allemande. Cela lui vaudra un rude coup de la part de Marx.

« Le bourgeois exige de l'Etat des barrières douanières pour acquérir la puissance étatique et la richesse. Mais étant donné qu'il n'a pas à sa disposition, comme en Angleterre et en France, la volonté de l'Etat, qu'il ne peut pas, par conséquent, l'orienter selon son bon plaisir, mais doit se comporter en quémandeur, il lui faut donc présenter les requêtes qu'il

²¹ La suprématie du Royaume-Uni est matérialisée par ses trois victoires militaires consécutives contre la Hollande (guerres de 1652-1654; 1665-1667 et 1672-1674).

²² « *Des théories de Coke - l'un des plus célèbres juristes anglais du XVIIème siècle - on retiendra la mise en forme de la thèse du 'joug normand' qui rattache les libertés anglaises aux coutumes saxonnes et présente l'histoire de l'Angleterre, depuis 1066, comme la lente reconquête de droits perdus du fait de la mainmise de l'étranger sur le pays* » (Encyclopédie Universalis).

²³ Avec William Petty et Gregory King, Charles Davenant, a réalisé les premières estimations connues du revenu national anglais entre 1667 et 1695. Leur but affiché était « *d'évaluer la viabilité du projet politique qu'entretenait une partie de l'élite anglaise de dominer le commerce mondial* ». (Encyclopédie Universalis).

²⁴ Marx : Discours sur le libre-échange, 1848 in Œuvres T. 1, La Pléiade, p.156.

²⁵ P. Devon. Idem. p.40.

²⁶ « *Les artistes et créateurs français ont relevé le défi et engagé le combat* ». Attac: -Manifeste 2002-; déjà cité.

²⁷ Friedrich List (1789-1846) a publié son ouvrage majeur: "*Das nationale System der politischen Oekonomie*" ("*Le système national de l'économie politique.*"), en 1841.

adresse à l'Etat, dont il veut conformer le mode d'action (l'activité) à ses propres intérêts, comme une concession qu'il fait à l'Etat, tout en exigeant de lui des concessions. Il charge donc M. List de prouver à l'Etat que sa théorie se distingue de toutes les autres en ceci qu'il permet à l'Etat d'intervenir dans l'industrie et le prie seulement de laisser libre cours à sa sagesse, à condition bien sûr que cette sagesse se borne à accorder des barrières douanières 'énergiques'. Son désir que l'Etat agisse conformément à son intérêt; le bourgeois le présente comme la reconnaissance de l'Etat : du droit de l'Etat à intervenir dans les affaires de la société bourgeoise.²⁸ »

Il est frappant de noter combien les thèses de Friedrich List sont proches de l'inspiration protectionniste keynésienne d'Attac. La critique de Marx n'en prend que plus d'actualité. La même alternance entre protectionnisme et libre échangeisme peut se décliner entre défenseurs de l'Etat régulateur, le *Léviathan*²⁹, éclairés par les théories de Thomas Hobbes (1588-1679)³⁰, et partisans de la libre concurrence, insufflée par John Locke (1632-1704) et le constitutionnalisme contractuel³¹ (le *contrat social* de Jean-Jacques Rousseau - 1712-1778 - dans sa version française).

LE MARCHÉ MONDIAL DANS LA PHASE DU CAPITALISME MÛR

L'essor de l'extorsion de survaleur relative, la mécanisation, l'automatisation, l'intégration de la science à la production sous les habits de la technologie, et l'apparition, puis la généralisation, de la grande usine moderne vont bouleverser profondément le marché mondial. Ce dernier se transforme en marché planétaire des marchandises capitalistes produites durant la phase spécifiquement capitaliste du développement des forces productives sociales.

« Le capital à la fois développe et intègre la production de marchandises et détruit la marchandise autonome pour y substituer la production capitaliste de marchandises. Seul le capital industriel a la faculté de généraliser la production marchande et d'en faire le fondement de la vie économique. Un monde de marchandises s'oppose dès lors au produit non marchand et aux marchandises antédiluviennes autonomes ne contenant pas de plus-value³² ».

²⁸ Marx: Critique de l'économie nationale, 1845, E d EDI p.59-61.

²⁹ « Sous ce nom et sous d'autres appellations, il appartient plus largement à la mythologie sémitique. Il équivaut au Dragon (peut-être crocodile du Nil, bien connu dans le Proche-Orient ancien. Personnification des puissances hostiles, il apparaît sous l'aspect d'un monstre aquatique à plusieurs têtes » (Encyclopédie Universalis).

³⁰ « Le seul moyen de la paix est d'ériger un pouvoir commun tout-puissant qui imposera sa loi à tous dans la communauté politique et, du même coup, assurera un ordre et une paix. Pour y parvenir, il faut que, par une sorte de contrat, chacun s'accorde avec chacun pour renoncer au droit de se gouverner lui-même et pour remettre tout son pouvoir aux mains d'un seul homme, en lui reconnaissant un pouvoir souverain constitué de la somme des pouvoirs de tous, afin qu'il en use comme il le juge expédient, pour leur paix à tous et leur commune défense » (Encyclopédie Universalis).

³¹ « Pour lui, l'état de nature est un état de paix, de bonne volonté, d'assistance mutuelle et de conservation, et qui comporte pour les hommes des obligations et des droits découlant de la loi naturelle. Il y manque seulement une autorité commune et c'est pour établir cette autorité que les hommes concluent le contrat social et se constituent en corps. Ils confèrent au corps social les pouvoirs nécessaires à la poursuite de ses fins : le bien commun et la protection des droits naturels, parmi lesquels Locke fait figurer en bonne place le droit de propriété » (Encyclopédie Universalis).

³² M.C.: Les modalités de l'exploitation capitaliste, p.74.

Ces mutations vont également interagir au niveau de la vieille « *colonisation systématique* ». A l'orée du 20^{ème} siècle, tout espace a été conquis par l'une ou l'autre des puissances coloniales. Cela a engendré de nombreux conflits entre les grandes puissances colonisatrices rivales. Que l'on songe aux différentes guerres d'indépendance menées en Amérique du Nord comme du Sud. De 1899 à 1902, va se dérouler la guerre Anglo-Boers en Afrique du Sud qui sera considérée comme emblématique de la fin de la vieille période coloniale. Il ne s'agit plus désormais de conquérir et de s'assujettir des sociétés pré capitalistes. Il s'agit, au contraire, de modifier le partage d'un marché périphérique et des ressources naturelles (essentiellement minières dans le cas de l'Afrique du Sud) asservis et exploités depuis longtemps par telle ou telle puissance capitaliste.

« Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir, il pourra uniquement être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un 'possesseur' à un autre, et non de la 'prise de possession' de territoires sans maître.³³ »

En se fondant sur l'analyse de la guerre des Boers³⁴, l'économiste libéral John Atkinson Hobson (1858-1940)³⁵ a décrit l'impérialisme britannique comme un système réactionnaire, produit des tendances protectionnistes et militaristes. Il qualifie l'impérialisme du Royaume-uni de régression moderne du mercantilisme, animé par la nécessité de déverser, par la force, sur la périphérie des métropoles capitalistes son excédent de marchandises et de capitaux. Avec le 20^{ème} siècle débute donc l'ère moderne des guerres de repartage, des guerres inter-impérialistes. La place occupée par chacun des pays capitalistes dans l'échange planétaire de marchandises fabriquées selon le mode de production propre au capitalisme (des marchandises qui recèlent une valeur nouvelle : la survaleur) est l'enjeu ultime des conflits armés qui s'ensuivront. La montée en puissance du capitalisme mûr matérialisée par l'extraordinaire développement des forces productives implique l'existence du marché mondial, donc la possibilité d'extension planétaire des théâtres de guerre. La première guerre mondiale a investi pratiquement tout le territoire européen continental. La seconde a touché directement trois continents et accéléré le déplacement de l'épicentre du développement capitaliste global vers la zone Pacifique.

A la suite de celle de Hobson, ces changements dans les modalités de l'exploitation capitaliste vont faire l'objet de multiples interprétations, dont celles de Rudolf Hilferding (1877-1941)³⁶, de Rosa Luxemburg (1870-1919)³⁷, de Lénine, de Boukharine... Malheureusement, la totalité de

³³ Lénine : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ed. Sociales. p.106.

³⁴ *Imperialism, a study* (Impérialisme. une étude) – 1902.

³⁵ « Son premier ouvrage, *Physiologie de l'industrie* (*The Physiology of Industry*, 1889), écrit en collaboration avec A. F. Mummery, soutient la thèse hétérodoxe suivant laquelle l'excès d'épargne et la répartition inégalitaire des revenus sont responsables solidairement de la dépression économique; Hobson annonce ainsi, et jusque et y compris par l'accent mis sur les travaux publics, les théories de Keynes. ... Lénine se servira des travaux d'Hobson en même temps que de ceux de Rosa Luxemburg pour élaborer sa propre théorie de l'impérialisme » (Encyclopédie Universalis).

³⁶ « En .1910, dans *Das Finanzkapital* (*Le Capital financier*, 1970), il refuse de considérer la sous-consommation comme une des causes déterminantes des crises économiques; il soutient que c'est l'influence croissante des banques qui, engendrant monopoles et cartels, conduit à l'impérialisme économique et à la guerre; cette conception du rôle joué par les banquiers détenteurs du capital financier devait inspirer à Lénine sa théorie de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Corrélativement, Hilferding prévoit pour un avenir proche la constitution d'entreprises à dimension multinationale, d'ententes entre groupes industriels et financiers qui, constitués pour contrôler la production et la répartition des revenus, atténueront les contradictions du capitalisme" (Encyclopédie Universalis).

³⁷ Sa thèse centrale consiste dans l'énoncé que la réalisation intégrale de la plus-value produite dans les citadelles capitalistes appelle à une portion croissante de la demande globale solvable engendrée à l'extérieur du cercle des pays capitalistes eux-mêmes. Pour Rosa Luxemburg, l'impérialisme et le militarisme se révèlent ainsi être deux

ces théoriciens ont adopté alors le postulat erroné de la fin prochaine et inéluctable du MPC. Par cela, ils ont sous-estimé gravement le potentiel de hausse de la productivité, sociale du travail dans les conditions du capitalisme mûr (donc de la formidable capacité d'extension de la surface solvable des marchés intérieurs des pays capitalistes forts) et ont corrélé mécaniquement la débâcle imminente du capitalisme avec l'immanquable triomphe de la révolution communiste mondiale. Cette terrible bévue est à l'origine de toutes les idéologies décadentistes, tiers-mondistes et volontaristes qui ont infesté jusqu'à nos jours le mouvement prolétarien.

JOHN MAYNARD KEYNES, L'UN DES PERES SPIRITUELS DES ANTI-MONDIALISTES

Avec un capitalisme enfin développé à la mesure de ses potentialités historiques, vont également se raviver les querelles entre doctrines économiques bourgeoises propres à la phase précédente de son cycle de croissance. L'approche interventionniste et protectionniste va connaître un nouvel âge d'or grâce à *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (The General Theory of Employment, Interest and Money), rédigée en 1936 par John Maynard Keynes (1883-1946)³⁸. Selon l'économiste, en s'appuyant sur l'accroissement des dépenses de l'Etat, on obtiendrait à la fois l'élargissement du marché intérieur et le plein emploi, conditions, à leur tour, de la croissance de la production et de la demande solvable (consommation de masse). Dans cet ouvrage, John Maynard Keynes avance son idée fondatrice pour laquelle le revenu national, c'est-à-dire le volume de la production globale, dépend étroitement du niveau général de l'emploi du pays. Il s'agirait ainsi d'élargir la surface potentielle de réalisation de la valeur totale produite par l'augmentation de la consommation solvable. Les commandes publiques y jouent un rôle central, quitte à les financer par un endettement croissant de l'Etat. Le tout assorti de la vieille politique de protection douanière qui retrouve, par ce biais, une nouvelle légitimité. Ayant vu le jour dans l'entre-deux guerres, cette politique volontariste sied surtout aux phases déprimées du cycle économique.

« ... la nécessité d'interventions étatiques n'en demeurait pas moins urgente tant pour atténuer la gravité de la crise que pour assurer la stabilité sociale autant que faire se pouvait. La théorie de Keynes s'adaptait fort bien à la situation.³⁹ »

Les différents régimes fascistes, en Italie, en Allemagne et aussi dans l'URSS stalinienne (que nous qualifions - à l'instar de certains militants de la gauche communiste - de *fascisme rouge*), appliqueront de la façon la plus cohérente la politique keynésienne des grands travaux débouchant dans « *l'économie de guerre* » (redressement économique piloté par l'accroissement exponentiel des commandes étatiques de réarmement), préalable à la deuxième boucherie impérialiste mondiale. Par la suite, la période de reconstruction après la deuxième guerre connue sous le nom des « *Trente glorieuses* » et parrainée, cela va de soi, par l'omniprésent Etat "*providence*" va devenir l'idéal incarné de tous les "*néo-keynésiens*" anti-fascistes. L'Etat tout-puissant de l'après-guerre tire avant tout sa force du développement spectaculaire des forces productives engendré par les acquis technologiques et les progrès dans l'organisation du travail social rendus possibles par la guerre. Les énormes marchés créés par les exigences pressantes de la reconstruction sont financés par des tout aussi

traits centraux du capitalisme mûr afin de s'assurer des nouveaux débouchés en dehors des marchés des pays capitalistes.

³⁸ Il est néanmoins intéressant de souligner que Keynes a, lui, toujours été un membre actif du parti libéral. dont il participa à la rédaction du « *livre jaune* » en 1928. Cf. M. Herland: *Keynes*; Ed. 10/18, p.50.

³⁹ Paul Mattick: *Marx et Keynes*. Ed. Gallimard, p.39.

extraordinaires déficits budgétaires publics. L'endettement considérable des Etats qui s'en est suivi était alors considéré, à juste titre, tant une condition qu'une preuve du caractère dynamique du système capitaliste. Certains économistes bourgeois (dont le trotskiste Ernest Mandel) apercevaient dans l'expansion économique rendue possible par la dette publique les traces du dépassement du capitalisme et de ses crises. La définition à la mode pour décrire ce nouveau stade présumé du développement du MPC était celle du "*néo-capitalisme*". Avec les années `80, après l'évaporation définitive du mirage keynésien produite par la crise de 1973, on voit revenir en force sur les devants de la scène les conceptions libre-échangistes. Milton Friedman (1912-) et les membres de son école néo-libérale appelée « *monétariste* » de Chicago font figure de nouveaux gourous du capitalisme. Si les keynésiens lient leurs fortunes (et celles du MPC) à l'amplification de la demande intérieure solvable, les libéraux plaident aussi bien pour l'amélioration de l'offre (réduction des coûts de production et allègement de la pression fiscale sur les bénéfices des entreprises), la diminution des coûts de reproduction de la formation sociale (rétablissement des équilibres budgétaires publics) et le rétablissement spontané d'un régime de changes stables (lutte contre la dépréciation des monnaies érodant des portions de valeur réalisée, surtout, au travers de la discipline budgétaire des Etats). Le tout assorti de la libéralisation des échanges internationaux. Davantage adaptées aux phases fastes (de croissance rapide) du cycle économique, ces recettes sont aujourd'hui décriées par les tenants néo-keynésiens de l'anti-mondialisation.

L'INFLATION CONTRE LES SALAIRES

Du point de vue ouvrier, ces deux politiques - l'une dite de la stimulation de la demande de marchandises et l'autre dite de l'amélioration de la profitabilité de l'offre de marchandises – se soldent par l'augmentation du degré d'exploitation, la diminution du salaire relatif et, en fonction inverse au rythme de l'accumulation du capital, du salaire réel. N'en déplaise à ses partisans, Keynes invoquait ouvertement l'« élasticité » des salaires. Le chantre de la demande se montrait simplement soucieux de compresser le salaire réel sans entamer (ou en ponctionnant peu) le salaire nominal. Aussi, pour financer les efforts de guerre, préférerait-il que l'Etat procède à l'émission de bons du Trésor plutôt qu'au relèvement des impôts. De la sorte, le travailleur va se priver volontairement d'une portion de son salaire en achetant des titres d'Etat.

« Aux yeux de chacun, pris en particulier, tout change selon que l'excès de ce qu'il encaisse sur ce qu'il consomme lui est repris par l'impôt ou par l'emprunt. Pour lui, personnellement, le bon du Trésor représente un surcroît de richesse, de sécurité de tranquillité pour ses vieux jours.⁴⁰ »

Dans la doctrine de Keynes, l'érosion du salaire réel n'est pas l'apanage des moments de crise, de marasme économique ou de préparation à la guerre. Même lorsque le capital se porte bien, l'économiste prône une hausse des salaires nominaux plus lente que celle de la masse monétaire représentant la valeur de l'ensemble des marchandises. L'application de ce précepte comporte la baisse du salaire réel obtenue par l'introduction d'une certaine dose d'inflation. Le phénomène dit d'inflation (appréciation des valeurs d'échange des marchandises en circulation) est le fait de la création d'une masse de moyens monétaires de circulation des marchandises excédant la masse de nouvelle valeur produite. Le marché se charge de rééquilibrer la masse des moyens monétaires en circulation avec la masse des valeurs en voie de réalisation en requérant davantage de moyens monétaires pour représenter une valeur

⁴⁰ John Maynard Keynes, Payer pour la guerre, *The Times*, Londres. 4 novembre 1939 (cité par Paul Mattick dans *Marx et Keynes*).

donnée. La monnaie comme unité de compte de la valeur incorporée dans la marchandise change d'échelle. Bien entendu, cette modification d'échelle de l'unité de compte de la valeur ne modifie en rien la quantité de travail social figé dans les différentes marchandises. Ce processus ayant lieu dans la circulation n'ôte guère aux marchandises concrètes une portion de leur valeur. A l'inverse, à productivité du travail constante, ce processus diminue la quantité de marchandises pouvant être échangées au moyen d'une somme d'argent donnée. C'est l'argent qui se déprécie face aux marchandises concrètes. C'est l'argent en tant que marchandise abstraite par excellence qui se dévalorise. L'inflation, c'est la dépréciation de l'argent dans toutes ses fonctions (unité de compte, moyen d'échange et de paiement). Or, les salaires étant crédités sous forme monétaire, quand la monnaie se déprécie, les travailleurs se retrouvent aussitôt avec une quantité moindre de marchandises dans leur caddie. Dans le cas des salaires, les mécanismes spontanés propres au marché d'ajustement des prix des marchandises ne jouent pas instantanément. Il faudra en passer par des luttes économiques visant au rétablissement du pouvoir d'achat perdu pour éviter une perte sèche de valeur de la marchandise force de travail. Mais cela n'est en rien « automatique ».

"A condition que les salaires nominaux restent stationnaires ou augmentent plus lentement que le niveau général des prix, un accroissement de la masse monétaire a pour effet une hausse des prix, qui revient à une diminution des salaires réels."⁴¹ »

Dans le modèle friedmannien, on fait encore moins de cas des baisses du salaire réel et des licenciements car ces derniers sont vus comme autant de moyens (pas les seuls, naturellement, ni les principaux que sont les innovations du procès de travail capables d'accroître la productivité du travail) de rendre l'offre « attractive ». Comme précédemment, le débat économique entre « scientifiques de la bourgeoisie » (Marx) oscille perpétuellement entre deux fausses extrémités idéologiques. A chaque retournement de conjoncture, le temps vient des retournements de veste. Quand la crise générale de la valorisation s'impose avec violence (c'est le cas actuellement), les keynésiens refont surface.

« Le temps des vaches maigres et de la croissance flageolante, voilà Reagan, Thatcher ou Hayek rangés au placard. L'économie a besoin de l'Etat. (...) Les libéraux paraissent devenus keynésiens.⁴² »

George W. Bush lui-même a réalisé cette conversion. Elu sur un programme jugé ultra libéral de *laissez faire* - 11 septembre aidant — il a fourbi des outils d'incursion massive de l'Etat dans l'économie. L'annonce de la multiplication des dépenses publiques et le soutien patriotique de l'activité des entreprises américaines appartenant à plusieurs secteurs touchés par la crise et les effets du 11 septembre (transport aérien, hôtellerie, tourisme) ont fait pâlir d'envie les plus dévots zéloteurs keynésiens. Avec la nouvelle crise périodique, c'est le grand retour de l'Etat régulateur. L'idéologie dominante se retourne comme un gant, avec pour seul souci de refléter au mieux les nouveaux impératifs de la valorisation. Les « stimulateurs démocratiques », comme se définissent eux-mêmes les idéologues d'Attac, sont aujourd'hui à la pointe du combat néo-keynésien pour le retour à une politique de la « demande » et du « plein emploi ».

« A cette spirale régressive, il faut oser opposer la revalorisation de la rémunération du travail. L'idée que le plein emploi serait une utopie passéiste ou dangereuse, car inflationniste, n'est que la feuille de vigne d'un discours conservateur, recouvrant les

⁴¹ Paul Mattick. *Marx et Keynes* (1969), Gallimard. 1972, p. 17.

⁴² Libération. 27/11/01.

*intérêts corporatistes de groupes opposés à toute perspective de modification de la répartition du travail.*⁴³ »

CAPITAL PRODUCTIF ET CAPITAL PORTEUR D'INTÉRÊT

Le procès de valorisation du capital se définit comme la création d'une valeur nouvelle supérieure à la valeur initiale. Ce procès est représenté par la formule suivante : Argent (A) → Marchandise (M), soit les moyens de production → Marchandise' (M'), soit les produits → Argent' (A'). Il va de soi que A' est d'une grandeur supérieure à A. Malheureusement pour le capital, des situations surviennent avec une relative régularité et une fréquence de l'ordre de quatre à six ans où Argent' (A') est inférieur (<) à Argent (A). La production capitaliste doit nécessairement forger des biens répondant à des besoins reconnus socialement, des valeurs d'usage. Dans leur existence concrète successive à leur production, les marchandises - les valeurs destinées à être échangées contre une marchandise particulière chargée de les représenter toutes (l'argent) - s'habillent de prix, c'est-à-dire d'une quantité donnée de l'équivalent général, censée traduire la valeur incorporée dans la marchandise spécifique dans des proportions pouvant soutenir la comparaison avec les autres valeurs de l'ensemble des marchandises. Et ceci indépendamment de leur contenu et de leur usage. La totalité des marchandises possèdent ainsi une valeur d'usage et une valeur d'échange. Sans exception, elles sont d'emblée assorties d'un prix car elles doivent être impérativement vendues, échangées contre une fraction déterminée de l'équivalent général, d'argent. Si tout ou partie de cette fraction d'équivalent général ne remonte pas vers le producteur - de telle sorte que tout ou partie de la valeur de la marchandise n'est pas transformée en argent -, ce dernier endure un manque à gagner. Si le prolongement du procès de travail dans la circulation des marchandises est interrompu, retardé ou se fait uniquement sur une portion de la production totale, la poursuite du même procès de travail se retrouve remise en cause. Dans le capitalisme, le procès de valorisation se conçoit à la fois comme procès de production immédiat de marchandises que comme procès de réalisation de l'intégralité de la valeur qu'elles renferment. La fluidité, la rapidité et l'exhaustivité de la rotation du capital constituent autant de conditions indispensables à la poursuite intégrale du processus global d'auto valorisation du capital et, partant, au début d'un nouveau cycle de la valeur A' → M' → M'' → A''.

Dans ce processus, le capital se métamorphose dans ses trois formes de fonction canoniques.

- Le *capital industriel*, appelé également capital productif, qui est à l'origine de toute valeur et qui incarne le cycle total du capital : A → M...P (production)...M' → A'.

Le *capital marchand* occupe la sphère de la circulation. Celui-ci s'articule à son tour en :

- *capital commercial*, qui correspond aux deux moments séparés d'échange du cycle A → M → M' → A'. Soit, d'un côté, A → M et, de l'autre, M' → A'.

- *capital financier* (ou porteur d'intérêt), qui intègre la forme argent et qui se décrit selon la formule générique A → A'. En faisant abstraction de la production concrète de valeur, il est impossible de le distinguer réellement du capital industriel.

« Le mouvement des métamorphoses qu'il doit subir apparaît désormais comme condition du procès de production lui-même, autant que comme son résultat. Le capital apparaît ainsi dans la réalité comme une série de rotations au cours d'une période donnée. Il n'est plus

⁴³ Attac -Manifeste 2002- déjà cité.

seulement une rotation, une circulation, il est ce qui pose des rotations, ce qui pose l'ensemble du déroulement.⁴⁴ »

Dans la phase de jeunesse du capitalisme, l'avance sur capital provient en grande partie de la réalisation de la survaleur précédente. Il s'agit donc essentiellement d'autofinancement étranger à toute forme de crédit. A l'instar du capital issu du commerce et contrairement au moderne système de crédit, le capital usuraire (forme primitive du capital porteur d'intérêt) existe déjà dans les sociétés pré capitalistes, mais ne préfigure pas l'avènement du capitalisme. Il dissout les modes de production pré capitalistes auxquels il s'attaque tels un parasite davantage qu'il ne contribue à l'émergence du mode de production fondé sur l'accumulation de capital. Il fait sans cesse allusion à l'exploitation capitaliste en l'absence du mode production afférant. Il n'en va pas de même à l'époque du capitalisme mûr. Ici, le capital porteur d'intérêt assure une fonction productive indirecte essentielle. C'est le système moderne de crédit.

« Le système de crédit accélère le développement matériel des forces productives et la constitution d'un marché mondial ; la tâche historique de la production capitaliste est justement de pousser jusqu'à un certain degré de développement ces deux facteurs, la base matérielle de la nouvelle forme de production.⁴⁵ »

Le système de crédit aux entreprises va se développer en réaction à l'usure. Le premier est lui-même un facteur de marginalisation de la dernière. C'est la subordination du capital porteur d'intérêt aux conditions et aux besoins du mode de production spécifiquement capitaliste.

« Dans le système moderne de crédit, le capital porteur d'intérêt s'adapte aux conditions de la production capitaliste. Non seulement l'usure subsiste en tant que telle, mais elle est en outre libérée, dans les pays à production capitaliste développée, des entraves que toutes les législations lui imposaient jusqu'alors. ... Ce qui distingue le capital porteur d'intérêt du capital usuraire, dans la mesure où il constitue un élément nécessaire du système de production capitaliste, ce n'est aucunement la nature ou le caractère de ce capital lui-même. C'est simplement les conditions nouvelles dans lesquelles il fonctionne, et donc du caractère totalement nouveau de l'emprunteur qui affronte le prêteur d'argent. ⁴⁶»

Ainsi va naître la banque moderne, dont la fonction indirectement productive est incrustée dans plusieurs de ses appellations : Crédit industriel ; Crédit agricole ; Banque populaire.... Dans le capitalisme développé, compte tenu du montant croissant d'investissements productifs exigés par la mécanisation et l'automation, l'emprunteur est principalement l'industriel. Le crédit contracté auprès des banques relègue progressivement l'autofinancement à une portion congrue. Les conditions de remboursement, les intérêts payés et les volumes des crédits accordés par les établissements prêteurs reposent sur la capacité de l'emprunteur de s'approprier, au bout du cycle, d'une survaleur suffisante. L'intérêt n'est d'autre que la rémunération perçue par la banque pour l'usage de capital argent qu'elle prête à l'entrepreneur et que celui-ci investit de façon productive en accroissant les forces créatrices de valeur du travail. L'intérêt se résume donc au prix de marché de la marchandise argent. Le crédit devient l'arme nouvelle et privilégiée du capitalisme mûr pour parvenir à s'accroître dans un contexte de concurrence sans cesse exacerbée. Pour reprendre la définition de Rudolf

⁴⁴ Marx: *Grundrisse*, T.2, p.130.

⁴⁵ Marx: T.7, p.106.

⁴⁶ Marx: *Oeuvres*, XXV, p.613-614.

Hilferding, « *le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels* ». Mais comme l'ajoute Lénine, il s'agit là d'une définition incomplète.

« *Concentration de la production avec, comme conséquence, fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.*⁴⁷ »

Le capital financier est désormais un moment de la métamorphose du capital total, une fraction du capital industriel, « figée » dans la forme monétaire autonome de marchandise argent. Un vrai système de crédit s'installe alors, articulé en banques modernes et en marchés boursiers. Une nouvelle grande branche particulière, distincte, des affaires voit enfin le jour. Frederick Engels va bien percevoir cette fonction nouvelle lorsqu'il décrit l'importance accrue et grandissante de la bourse.

« *Depuis 1865, date à laquelle le livre fut rédigé, des changements sont survenus qui assignent aujourd'hui à la Bourse une importance accrue et toujours grandissante : ces changements tendent, à plus longue échéance, à concentrer entre les mains des boursiers toute la production industrielle et agricole, l'ensemble des communications, aussi bien des moyens de transport que des organes d'échange, de sorte que la Bourse devient la représentante la plus éminente de la production capitaliste même.*⁴⁸ »

Le capital fictif, selon la définition de Marx est l'acteur solitaire du système de crédit. Capital argent qui anticipe des profits encore dépourvus de réalité. Pari sur la production et la réalisation d'une valeur encore inexistante.

« *Tentative du crédit de poser la monnaie comme simple moment formel, de telle sorte qu'elle soit la médiation de la transformation formelle, sans être elle-même capital, c'est-à-dire valeur. Ceci est une forme de circulation sans temps de circulation.*⁴⁹ »

La circulation ne crée pas de valeurs nouvelles. En revanche, on y réalise les valeurs produites au cours du procès de travail.

« *D'où la tendance nécessaire du capital à viser une circulation sans temps de circulation, et cette tendance est la détermination fondamentale du crédit et des dispositifs de crédit.*⁵⁰ »

Le crédit fluidifie le processus de valorisation capitaliste en posant idéalement $A \rightarrow A'$, l'argent qui engendrerait instantanément davantage d'argent en s'émancipant totalement du procès de production immédiat. La velléité d'indépendance totale du capital fictif est cependant une mystification qui ne peut tenir qu'un temps. Le moment de vérité pour le capital - la crise - revient en effet périodiquement pour rappeler le caractère central de la sphère de la production immédiate de marchandises. La crise exalte aussi la réalité d'une circulation de capitaux nécessitant invariablement de temps pour s'accomplir. La crise purge le capital de ses composantes insuffisamment rentables. Seule compte alors la réalité d'une création de valeur tronquée. Son anticipation dans la sphère financière se révèle alors comme étant parfaitement arbitraire et ne se manifeste plus qu'en tant que « *duplicata du capital réel*,

⁴⁷ Lénine, déjà cité, p.64.

⁴⁸ Engels: *Sur le capital de Marx*, Ed. Du Progrès. p.203.

⁴⁹ Marx: *Grundrisse*, T.2, p.151.

⁵⁰ Marx, idem.

*de chiffons de papier*⁵¹ », pure spéculation au sens premier de conjecture. En les séparant et en les opposant pendant un temps, la crise démontre le caractère en dernière instance indissociable du capital productif et du capital financier. La crise dans son devenir réunit violemment – krach - leur séparation et opposition temporaires et fondamentalement illusoires. La crise sanctionne la fiction de la réalisation anticipée (voire instantanée) de la valeur opérée artificiellement dans la sphère financière. Elle punit sévèrement toute velléité d'émancipation de la production du capital réellement fictif. En un sens, sans pour autant l'épargner, la crise rend avant tout justice au processus de production immédiat (A → M → M' → A') et, par là, aux forces productives sociales.

« En période de crise où se produit un resserrement ou une totale disparition du crédit, l'argent apparaît soudain absolument en face de la marchandise en tant que moyen de paiement unique et véritable existence de la valeur. D'où la dévalorisation générale des marchandises, la difficulté et même l'impossibilité de les convertir en argent, c'est-à-dire en leur forme purement fantastique. »^{52 53}

CRITIQUE DE QUELQUES PRINCIPES ANTI-MONDIALISTES

ATTAC CONTRE LA "GLOBALISATION FINANCIERE"

Une vision dialectique de la sphère financière du capital est complètement étrangère aux idéologues d'Attac qui se bornent à dénoncer les fameuses « bulles boursières », comme si elles étaient une constante du capitalisme mûr. Mais ils vont plus loin. Ils s'inventent une nouvelle phase historique du capitalisme, définie par la « *globalisation financière* » de l'économie. Le président de son « comité scientifique » (sorte de cerveau collectif de l'association), l'émérite professeur de l'université Paris-Nord Dominique Plihon, directeur du DESS Banque, finance et gestion des risques, dans son ouvrage de référence *Le nouveau capitalisme* (Flammarion, octobre 2001), date « *les débuts du 'capitalisme actionnarial' à partir de la fin des années '70, en réaction à la crise du régime fordiste* » (p. 62). La définition de capitalisme actionnarial suit de près.

« La création de richesse financière pour les entreprises en constitue le cœur. Ses principales caractéristiques sont : un nouveau partage des richesses au sein des entreprises; le rôle primordial des marchés d'actions et des investisseurs institutionnels ; la prépondérance du pouvoir des actionnaires induisant de nouvelles formes de gouvernement des entreprises ; des nouveaux comportements financiers de la part des entreprises et des particuliers ; enfin, la perte d'autonomie des politiques économiques face aux marchés financiers. »⁵⁴

Seule la première « *caractéristique* » du dit « *nouveau capitalisme* » apparaît comme étant nouvelle, les autres étant déjà parfaitement présentes dès les débuts de la phase que le professeur définit comme « *fordiste* ». On l'aura compris par tout ce qui précède, nous lui préférons la définition l'appellation de capitalisme mûr, marqué par l'existence d'une

⁵¹ Marx : L. C., T.3, p.440.

⁵² Camatte: Capital et Germeinwesen, Spartacus. p.97.

⁵³ Pour de plus amples développements cf. MC n°5 ainsi que MC.: Document de travail n°4: Critique du "concept" de la nouvelle économie, (première partie), juin 2001.

⁵⁴ Dominique Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Flammarion, 2001, page 62.

économie de crédit, la grande industrie mécanisée et la primauté de l'extorsion de la plus-value relative.

Le fordisme n'étant qu'un épisode spécifique de cette dernière phase de développement de la domination du capital. Mais revenons-en à la découverte présumée de monsieur Dominique Plihon, celle qui vaudrait que « *les nouvelles politiques d'inspiration libérale remettent en question l'équilibre capital/travail antérieur [lire de la période 'fordiste' Ndlr], en créant un rapport de force favorable aux entreprises et aux détenteurs de du capital financier*⁵⁵ ». A la belle époque du « *capital fordiste* », censé avoir « *organisé le partage des gains de productivité issus des principes tayloriens de l'organisation scientifique du travail sur la base d'un compromis capital/travail* » et « *permis une hausse rapide des salaires*⁵⁶ », aurait donc suivi l'horreur financière. Pour ce qui est des hausses rapides des salaires, nous renvoyons le chantre du fordisme aux horreurs bien réelles et très actuelles faites d'innombrables accidents de travail, de rémunérations de misère, de soumission esclavagiste à l'encadrement, de déportations de masse, de pollution généralisée d'immenses territoires et d'enfermement dans des gigantesques bidonvilles des nouvelles populations de prolétaires venus de la campagne et provoquées par la généralisation du fordisme à la plupart des « *pays en voie de développement* ». Plus près de son lieu de travail, nous ne saurions mieux conseiller le professeur émérite que de s'enquérir sur les usines très fordistes du textile, de l'assemblage de composants électroniques et informatiques ou de l'agroalimentaire disséminés en abondance en Seine-Saint Denis, le département de la région parisienne où est sise sa faculté, bondées de travailleurs immigrés, souvent privés d'existence légale, sous-payés et surexploités, vivant dans des cités dortoirs qui n'ont pas beaucoup à envier à certains bidonvilles du « *tiers-monde* ». La charge de la preuve de l'horreur financière fait cruellement défaut dans le livre de Monsieur Dominique Plihon. Entre des caractéristiques du capitalisme mûr identifiées depuis bien plus longtemps que l'auteur ne le laisse transparaître et les affirmations sans démonstration factuelle, le lecteur ne trouvera guère plus dans cet ouvrage. Qu'en est-il en effet de la preuve que le « *partage des gains de productivité* » - fondement présumé du « *compromis capital/travail* » d'antan, de la phase « *fordiste* » du capitalisme — a été éliminé par le « *nouveau capitalisme actionnarial* » ? Laissés sur notre faim de faits confortant ou infirmant ce postulat par le « *scientifique* » d'Attac, nous nous sommes livrés à l'exercice qui consiste à mesurer la part représentée par les rémunérations des salariés sur ce que les économistes bourgeois nomment la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière aux Etats-Unis (pays capitaliste le plus développé) et sur une période passablement longue allant de 1950 à 1999. Pourquoi la valeur ajoutée ? Selon la définition qu'en donne la partie adverse⁵⁷, celle-ci s'approche le plus de la catégorie marxiste qui porte le même nom⁵⁸. Le rapport entre valeur ajoutée et les salaires peut être employé pour mesurer très grossièrement le taux d'exploitation⁵⁹. Si la thèse de notre brave professeur de la cassure du « *compromis capital/travail* » était exacte, on devrait constater, depuis le début de la période de la « *globalisation financière* » de l'économie qu'il situe « *à partir de la fin des années '70* », à

⁵⁵ Idem, page 62.

⁵⁶ Idem, page 60.

⁵⁷ « *Différence entre la valeur [lire le prix Ndlr] des biens ou des services vendus par un agent économique et celle des biens et des services qu'il a consommés pour les fabriquer (consommation intermédiaire) [c'est-à-dire hors amortissement du coût d'acquisition et d'entretien des outils de production et cela va de soi, hors salaires Ndlr]* ». (Dictionnaire de l'économie Larousse Le Monde)

⁵⁸ Pour Marx, la valeur ajoutée correspond à la somme du temps social moyen nécessaire à la reproduction de la force de travail et du temps de travail que le travailleur offre gratuitement à son employeur. Traduit en prix, elle se transforme schématiquement en salaires + profit avant le paiement des impôts, des intérêts, des dividendes et de frais financiers divers.

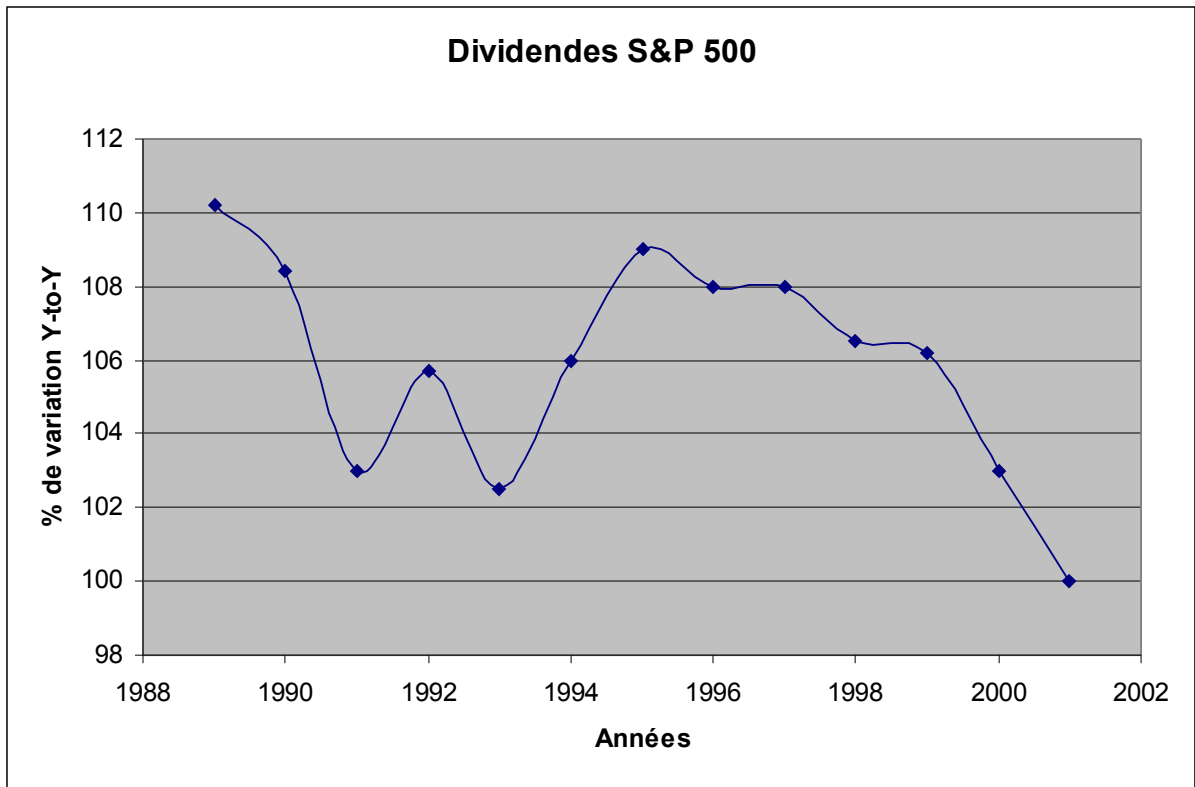
⁵⁹ Au sens de Marx, le taux d'exploitation se définit comme le rapport entre la plus-value et le capital variable (les salaires).

une réduction substantielle de la portion des rétributions dans la valeur ajoutée (au sens de l'économie politique bourgeoise). Or, il n'en est rien. La part des rémunérations de l'ensemble des salariés sur la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière aux Etats-Unis n'a pas cessé de décroître. Dans les années '50, elle oscillait entre 53,4% en 1959 à 56,4% en 1953 et en 1954, alors que en 1999 elle a glissé à son plus bas de 30,5%. Mais, depuis 1970 à 1999, le rythme de contraction n'a pas subi de variations notables d'un cycle économique de cinq ans à l'autre. Entre 1995 et 1999 (les « cinq glorieuses » de la « nouvelle économie » et de la bourse), la fraction des salaires sur la valeur ajoutée s'est repliée, d'une année à l'autre, en moyenne de 1,3%. Entre 1990 et 1994, elle a glissé de 1,7% par an. Entre 1985 et 1989, 1980 et 1984, 1975 et 1979 ainsi qu'entre 1970 et 1974 les pourcentages de baisse annuelle moyenne ont été respectivement de 1,9%, 0,4%, 2,7% et 1,7%⁶⁰. Mieux, la contraction de la part des salaires sur la valeur ajoutée s'est élevée à 25,4% entre 1980 et 1999 (vingt ans), alors qu'elle a atteint 21,7% entre 1970 et 1979 (soit seulement dix ans). L'explication de la perte de poids des salaires dans la valeur ajoutée doit alors être trouvée ailleurs que dans la financiarisation de l'économie. Cette explication est double. D'une part, sur une période de plusieurs cycles, l'élément essentiel de compression de la part des rétributions dans la valeur ajoutée est l'accroissement de la productivité du travail, étroitement relié, à son tour, au niveau des investissements en équipements productifs. D'autre part, comme pour la période 1970-1979, la hausse vertigineuse des prix de certaines matières premières, (le pétrole dans ce cas) joue un rôle prépondérant en défaveur des rémunérations dans la distribution de la valeur ajoutée. Le corollaire de la fin de « *la stabilité relative du partage de la valeur ajoutée* » (totalement fausse, comme nous avons essayé de le démontrer plus haut) de « *l'ère du fordisme* » avec l'avènement du « *capitalisme actionnarial* » serait, selon l'expert d'Attac, « *la primauté absolue donnée aux intérêts des actionnaires détenteurs du capital actions*⁶¹ ». Mis à part toute conjecture idéologique, le rapport direct et parfaitement quantifiable entre actionnaires et entreprises réside prioritairement en la distribution des dividendes. Ceux-ci correspondent au prix de marché consenti par l'entreprise aux acheteurs de titres de propriété que sont les actions. Les dividendes sont rémunérés au travers d'une ponction dans les profits réalisés annuellement par les sociétés. Or, en toute logique avec l'idéologie anti-financiarisation d'Attac, le « *capitalisme actionnarial* » devrait saisir une partie grandissante des profits des entreprises. Une fois de plus, ceci ne correspond pas à la réalité. Alors que, depuis 1995 et jusqu'au début de l'an 2000, on a assisté, aux Etats-Unis, à l'une des périodes les plus fastes du capitalisme de l'après guerre⁶², donc à l'essor des bénéfices engrangés par les entreprises, voilà que le pourcentage de croissance des dividendes des 500 principales sociétés cotées en bourse outre-Atlantique distribués aux actionnaires n'a eu de cesse de décroître. Pendant ce temps, les actionnaires ont plus que compensé la baisse du rythme de progression des dividendes par l'augmentation des cours des actions de telle sorte que, jusqu'à la fin 1999 et à compter de 1994, le ratio entre le montant total des actions en circulation des 500 firmes américaines listées dans l'indice boursier Standard & Poor's 500 et la somme des bénéfices dégagés par les mêmes sociétés s'est accru franchement. Les deux tableaux qui suivent illustrent ces dires.

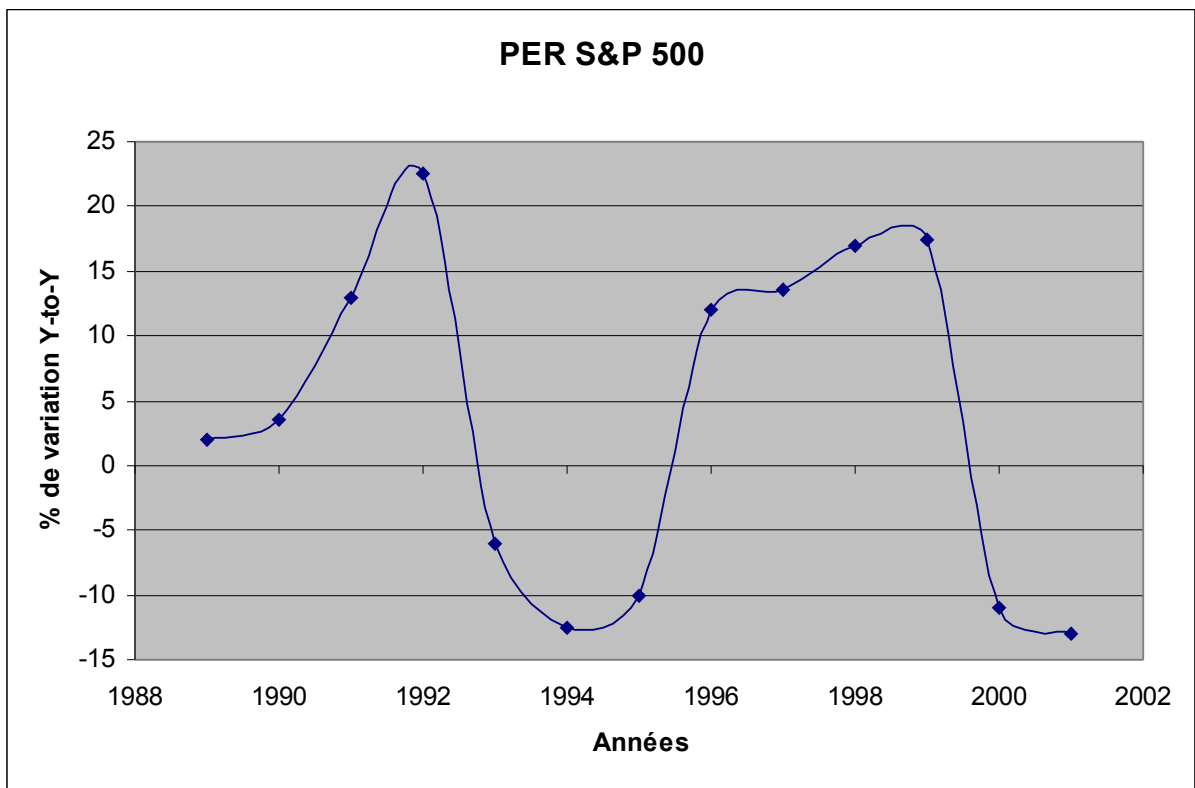
⁶⁰ Enième démenti des propos du professeur, entre 1955-1959 (-1,2%), on obtient un pourcentage similaire de baisse à celui de la période 1995-1999 (-1,3%).

⁶¹ Idem, pages 67 et 68.

⁶² Pour des plus amples développements sur ce sujet, se référer au Document de travail n°4 de *Mouvement Communiste* intitulé *Critique du "concept" de la nouvelle économie*, (première partie), juin 2001.



Distribution des dividendes annuels aux actionnaires (variation d'une année sur l'autre) purgée du taux d'inflation et relatif aux 500 sociétés les plus importantes des bourses des Etats-Unis.



Rapport capitalisation boursière/bénéfices (variation d'une année sur l'autre) purgé du taux d'inflation et relatif aux 500 sociétés les plus importantes des bourses des Etats-Unis.

Pauvre professeur, que reste-t-il de tes élucubrations ?

ATTAC VA-T-IL EN GUERRE CONTRE L « ARGENT FACILE »

La nouvelle religion anti-mondialiste diabolise « *la financiarisation du monde* » comme la vieille Eglise du moyen âge vouait à l'enfer, en les excommuniant, les métiers d'argent et du prêt à intérêt jugés immoraux. Hier comme aujourd'hui, l'argent « *gagné trop facilement* » sent toujours le souffre.

« Je considère que l'argent gagné trop facilement est pour toujours suspect, il est fait pour corrompre. De l'argent, il en faut, c'est un moyen d'échange nécessaire dans une société moderne. Je dis qu'il faut absolument que cet argent soit orienté vers les investissements qui servent notre pays, parce qu'ils servent notre économie et qu'il faut prendre tous les moyens qui conviendront, pour éviter l'argent spéculatif.⁶³ »

Les adeptes de l'anti-mondialisation se ruent également contre un autre fétiche maléfique, « *la marchandisation du monde* ».

« L'eau est indispensable à la vie. Cela suffit à la différencier profondément d'une marchandise.⁶⁴ »

Cela suppose, d'une part, qu'une portion conséquente de la production et de la circulation de biens ne se traduise pas en marchandises ; d'autre part, que le « monde » (figure métaphysique au même titre que l'Homme et la Nature éternels) ait une existence propre, indépendante des échanges marchands et des modes de production sous-jacents. Nous ne partageons évidemment pas cette vision.

« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises⁶⁵ ».

C'est la première phrase du premier livre du *Capital*.

Le « Monde » actuel et, nous pourrions ajouter, « l'Eau », « l'Air », la « Culture »... s'identifient avec la marchandise, sa production et sa circulation. Le « Monde » d'aujourd'hui est donc purement capitaliste. Seulement voilà, ce qualificatif n'apparaît pas – ou très peu – dans la vulgate anti-mondialiste. Parce que celle-ci préfère se cantonner à la contestation de la réalisation de la valeur produite, de la circulation du capital, plutôt que de s'attaquer à la cause première de la dictature des marchandises, c'est-à-dire leur production au moyen de l'exploitation. Pour parvenir à leurs fins, les anti-mondialistes s'adressent en priorité aux instances internationales de régulation du marché mondial que sont l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale⁶⁶, les Nations Unies ou autres G8. Ils leur demandent de mieux faire leur travail en démocratisant la circulation des marchandises et des capitaux, au nom d'échanges marchands équitables (ce qu'ils qualifient de « *développement équitable* »).

⁶³ F. Mitterrand *Le Monde*; 14/02/1989. Comme on peut le constater, c'est un spécialiste de la question qui nous parle : Mitterrand en Mazarin des anti-mondialistes!

⁶⁴ Attac : -Manifeste 2002-; déjà cité.

⁶⁵ Marx : *Capital*, Livre I. p.41.

⁶⁶ Le FMI et la Banque Mondiale ont été créés en 1944, en complément des accords de Breton Wood. Ces derniers sont, par ailleurs, en partie, un héritage de Keynes qui y mena la délégation britannique, et de son « Plan Banc or ». Encore une incohérence patente des anti-mondialistes.

LA TAXE TOBIN

La perspective commune que les *No Global* semblent dessiner est celle d'un capitalisme qui ne dit pas son nom et qui serait capable de contenir raisonnablement ses appétits illimités par le biais d'un « *commerce mondial équitable* », du « *rééquilibrage Nord-Sud* » et de l'établissement d'une ponction fiscale systématique sur l'ensemble des transactions financières (la fameuse taxe Tobin). Nous disons d'emblée que, si ce projet aboutissait, il se traduirait par la compression à la fois du profit commercial - l'excédent du prix de vente sur le prix de production de la marchandise - et de l'intérêt sur les capitaux prêtés. Avec le résultat de maximiser le profit qui échoue au capital productif, donc aux patrons de l'industrie.

« Les fonctions du capital marchandise et du capital argent (qui sont de ce fait désignés plus loin par le terme de capital commercial), sont des formes générales du capital industriel ⁶⁷ »,

rappelait Marx. Cette pseudo arme absolue, ce passe-partout pour un monde meilleur, a la propriété de fédérer l'ensemble de la caste politique bourgeoise. De Chirac à Cohn-Bendit, de Pasqua à Hue, de José Bové à Jean-Marie Le Pen⁶⁸, du financier George Soros au philosophe cathodique Bernard Henri-Levy. Une motion – certes sans grandes conséquences pratiques - exhortant son adoption par l'Union Européenne a même été votée par le parlement français. Les *No Global* prêtent à la taxe Tobin - véritable abcès de fixation idéologique de la nouvelle religion anti-mondialisation - un grand nombre de qualités.

"Une cible est clairement désignée : les marchés financiers, dont il convient de s'appropriier le mode de fonctionnement pour combattre leur dictature. Une arme : la taxe Tobin, parce qu'elle vise un mode particulièrement choquant de gagner de l'argent sur de l'argent (...). Un objectif : reconquérir les espaces perdus par la démocratie – et par ceux qui sont censés la représenter, les élus – au profit de la finance.⁶⁹ »

Encore dernièrement, Attac précisait :

« ... en prélude à son extension au reste du monde, nous avons toujours plaidé pour une zone Tobin en Europe (...).⁷⁰ »

Sur le papier, le mécanisme de la taxe Tobin est d'une simplicité désarmante. Il s'agit, tout simplement, de prélever 0,1% (les plus audacieux font la surenchère sur les décimales) sur la totalité des transactions ayant lieu dans la sphère financière. Le revenu de cet impôt, sorte de nouvelle TVA mondiale sur la marchandise argent, devrait ensuite être employé pour gommer les déséquilibres de développement entre les pays riches et les pays pauvres du monde. Des conférences internationales paritaires, l'ONU lui-même ou des nouvelles structures aux contours peu définis à ce jour, seraient chargées de redistribuer le pactole. L'idée ne manque pas de séduire par sa facilité de compréhension. Souvent, ceux qui s'essayent à une critique du nouvel impôt indirect sont renvoyés sans difficulté dans leurs

⁶⁷ Marx : *Capital*, Livre III, p. 289.

⁶⁸ Celui-ci, déclarait en effet, à propos de la mondialisation : « *Il s'agit pour une minorité anonyme et conquérante de mettre en place les institutions et les mécanismes qui permettront de générer, sans contrôle, les plus grands profits possibles et de s'attribuer la plus grosse part du revenu de l'activité et de la peine des hommes.* » (Discours du 01/05/1997) ; cité par *Le Monde* du 04/02/2002. Quel anti-mondialiste peut s'opposer à cette définition. qui pourrait provenir de la plume de bien d'autres?

⁶⁹ B. Cassen, président d'Attac: *Le Monde diplomatique*. août 1999.

⁷⁰ Attac: *Manifeste 2002*- déjà cité.

but. A ceux qui se moquent du pourcentage dérisoire de la ponction, les partisans du 0,1% ne manqueront pas de rappeler que l'ensemble des transactions financières quotidiennes s'élève à près de 1500 milliards de dollars. Ce qui apporterait dans les caisses « Tobin » environ 1,5 milliard de dollars par jour, soit un montant annuel avoisinant les 550 milliards de dollars. D'autres calculs (cf. ceux réalisés par Suzanne de Brunhoff et Bruno Jetin sur la base de données de 1998), jugés plus réalistes par les *No Global* eux-mêmes, évaluent les revenus de l'impôt indirect à moins de 230 milliards de dollars par an. Vue sous cet angle, la proposition semble sérieuse. La critique gauchiste (à l'exemple de celle de *Lutte Ouvrière*) qui rejette l'objectif de la taxe Tobin⁷¹ au nom d'un pourcentage de prélèvement plus élevé ou encore de la taxation de la totalité des profits qui ne sont pas réinvestis dans la production s'en trouve singulièrement ému.

Notre critique est différente et relève de trois arguments principaux:

- La sphère financière n'est pas aussi étanche des deux autres sphères du capital (commerce et production) que nos adversaires anti-mondialistes l'affirment. Dans le capitalisme moderne, le crédit est le moyen primordial pour rendre fluide l'ensemble des échanges marchands. Pas d'exportations, sans crédit à l'exportation. Pas d'acquisition de logement ou de biens de consommation durables par la population, sans crédit à la consommation. On pourrait poursuivre cette liste pendant longtemps. Le crédit est également l'instrument essentiel au travers duquel le capitalisme élargit sa base productive⁷². Pas d'investissements en équipements productifs, pas de règlement des salaires sans prêts bancaires ou émissions de titres mobiliers (actions et obligations essentiellement) de la part des entreprises concernées. Le crédit fournit aussi à l'Etat les moyens complémentaires aux recettes fiscales pour assurer le bouclage de son bilan (le budget). Pas de sécurité sociale, pas d'infrastructures en tous genres, etc. sans émission de bons du Trésor ou d'obligations des établissements d'intérêt public (chemins de fer, entreprises nationales, etc.).
- Les agents économiques ont une perception différente, voire divergente, des flux et reflux perpétuels de capital argent. Quand le petit épargnant place son pécule en banque, même si cela lui rapporte de l'intérêt, pour lui, en raison directe de l'exiguïté du montant de ces derniers, cet argent représente essentiellement une fraction de revenu disponible pour des achats futurs. Pour l'établissement bancaire qui collecte l'argent des épargnants, cette masse d'argent constitue en revanche une base pour effectuer toutes sortes d'opérations de crédit, comme des placements spéculatifs sur les marchés boursiers, des prêts à des agents économiques privés (y compris aux « bons » industriels qui embauchent et investissent dans la modernisation du sacro-saint outil de production), à des particuliers (y compris les travailleurs qui veulent améliorer leur quotidien) ou encore à l'Etat (qui, au travers de son endettement, fera l'appoint des recettes fiscales pour financer, entre autres, les dits acquis sociaux). Aussi, qu'en serait-il aujourd'hui du niveau du développement des pays dudit Tiers Monde s'ils n'avaient pas pu puiser dans les caisses bien remplies des établissements de crédit des pays dits riches ? Même si ces pays sont astreints à livrer une portion plus ou moins grande des profits engendrés en leur sein sous forme d'intérêts versés aux établissements prêteurs, sans l'obtention d'emprunts internationaux ils ne seraient pas en mesure de générer un quelconque profit.

⁷¹ Tobin lui-même, par ailleurs, rejette l'usage qui est fait de sa proposition par les anti-mondialistes. « *Le fait que l'on assimile mon système de taxation des opérations de change à une réforme de gauche demeure pour moi une énigme* » (Libération du 10 décembre 2001).

⁷² Les exportations de biens d'équipements représentent désormais plus de 70% du commerce mondial, contre à peine 20% il y a trois décennies.

- Qui est capable de faire le tri des opérations ? Personne n'est à même de distinguer au sein des fameuses transactions financières les bons grains des règlements différés d'actes d'achat ou de vente, de l'ivraie de la spéculation financière⁷³, des opérations de couverture des risques liés au change ou, plus largement, des transferts de capitaux. L'argument avancé par plusieurs économistes d'Attac qui veut que seules 2% des transactions sur les marchés des devises correspondent à des investissements ou des ventes de marchandises réels est erroné⁷⁴. Une grande partie des échanges internationaux d'argent relève de la protection des risques de fluctuation à court terme des monnaies. La répartition et la couverture des risques se fait par la création d'instruments de crédit spécifiques qui demandent, à leur tour, d'être tôt ou tard rémunérés par l'intérêt. Ces outils financiers assurent, en ligne générale, que la dynamique de la valorisation et des échanges mondiaux subisse le moins possible d'arrêts impromptus pour cause de crises financières en distribuant les risques inhérents sur une surface élargie d'agents économiques. Le pullulement de titres de garantie sur les placements financiers au sens le plus large est fils de l'abandon des parités fixes entre devises et de l'étalon or.

JAMES TOBIN CONTRE ATTAC ... ET SA TAXE

Le keynésien James Tobin, ancien conseiller de John Kennedy à la Maison Blanche en 1961-1962 et professeur de Yale de 1950 à 1988 maintenant retraité, a retracé plusieurs fois ces derniers temps la finalité originelle de sa proposition de taxe. Tout en clamant n'avoir « *rien de commun avec les praticiens de cette révolution contre la mondialisation* », l'économiste déclarait au quotidien *Le Monde* du 10/09/01 que « *cet impôt visait à limiter les fluctuations des taux de changes. L'idée est simple : il s'agit d'effectuer sur chaque opération un prélèvement minime équivalent, disons, à 0,5% de la transaction. De quoi faire fuir les spéculateurs. Car beaucoup d'investisseurs placent à très court terme leur argent sur les monnaies. Si cet argent est brusquement retiré du marché, les pays doivent relever leurs taux d'intérêt dans d'importantes proportions afin que la devise reste attractive. Or, des taux d'intérêt élevés sont souvent catastrophiques pour l'économie intérieure, comme le montrent les crises qui ont frappé le Mexique, l'Asie du Sud-Est et la Russie dans les années 1990. La taxe Tobin redonnerait une marge de manœuvre aux banques centrales des petits pays pour lutter contre la tyrannie des marchés financiers.* »

Laissons encore la parole à James Tobin :

« Je suis avant tout un disciple de Keynes, qui, dans le fameux chapitre 12 de sa Théorie générale sur le krach de 1929, propose de taxer les mouvements de capitaux afin de lier plus durablement les investisseurs à leurs actifs. En 1972, j'ai appliqué cette taxe aux marchés des changes. Les Etats-Unis quittaient le système de changes fixes décidé à Bretton Woods. Parallèlement, les transactions électroniques promettaient de considérablement accroître la vitesse et le nombre des transactions. J'ai voulu ralentir ce

⁷³ Par ailleurs, ladite « spéculation monétaire » fait très peu de cas des devises des pays émergents car les transactions de change concernent pour plus de 90% les trois grandes monnaies internationales (dollar, yen, euro).

⁷⁴ Pour étayer leur caractère majoritairement spéculatif, Attac rappelle que 80% des mouvements de change ont une durée égale ou inférieure à une semaine, donc sans rapport avec des déplacements de richesse réelle. Cela manifeste une incompréhension radicale des mécanismes financiers capitalistes. Les investissements productifs internationaux s'étalant sur une plus longue durée sont en effet ceux qui requièrent davantage la mise en œuvre de dispositifs de garantie contre les innombrables fluctuations soudaines des monnaies.

processus afin de réduire la spéculation et la volatilité des taux de change. Aujourd'hui où chacun peut à tout moment effectuer des transactions financières sur son ordinateur personnel, les problèmes que je prévoyais se sont multipliés », poursuit-il. Mais alors, « pourquoi ne pas protéger notre marché des devises en revenant simplement au vieux système des taux de changes fixes, dans lequel les banques centrales des pays adhérents maintiennent la stabilité de la monnaie ? », lui demandent les journalistes du quotidien parisien. « Le système a été testé et il a échoué. Des spéculateurs comme Soros pouvaient rouler les banques centrales. Voyez ce qui est arrivé à l'Argentine, qui a lié entièrement son peso au dollar américain. Ce qui se passe dans ce pays est un désastre, un désastre absolu. Des taux de changes immuables sont une invite à la spéculation. Les opérateurs parient sur la volonté et sur la capacité des banques centrales à défendre les taux établis. Le système des taux de changes fixes est passé de mode, et c'est tant mieux", conclut sagement le vieil homme.

A la fin de sa vie, l'auteur lucide de la taxe de son nom n'est lui-même donc plus tellement assuré de la possibilité concrète de sa mise en oeuvre et, partant, de son efficacité. Le doux rêve keynésien de contraindre l'argent dans la camisole de force de l'Etat a fait long feu. La dite spéculation s'est démontrée très efficace pour le mode de production capitaliste dans sa totalité lors des dernières crises monétaires des pays dits émergents. Elle a parfaitement agi en partageant les pertes sur un nombre élargi d'agents économiques et a hâté le reflux des capitaux des places financières touchées par la crise. De ce fait, les places fortes du capitalisme ont pu limiter considérablement les dégâts. Imaginons ce qui se serait produit pour les grands argentiers du monde si la Thaïlande, la Malaisie, la Corée du Sud, le Mexique ou encore le Brésil et la Russie avaient contraint les capitaux étrangers présents à rester sur place.

Au mieux, ils seraient restés immobiles en attendant des rendements plus intéressants, au pire, ils auraient entraîné une dépréciation plus ou moins grande, à mesure des différents engagements, des monnaies correspondantes. En un mot, ces capitaux n'auraient plus été disponibles pour des investissements ou des échanges à une rentabilité suffisante ailleurs dans le monde.

L'argentin Duhalde fait beaucoup mieux que Tobin et Attac. Avec la décision de convertir de force l'ensemble des dépôts en dollars en pesos argentins dépréciés, il pénalise lourdement le système bancaire tout en s'exposant au rétrécissement considérable des volumes de crédit⁷⁵. Le pari est difficile et, encore une fois, le remporter dépend des grands argentiers mondiaux qui pourront prêter à l'Etat argentin les moyens de crédit nécessaires à soutenir la devise nationale. Mais il y a un exemple majeur de l'absolue nécessité pour le MPC de diluer la crise financière par la multiplication d'instruments de couverture des risques, celui du Japon. Si l'Etat nippon n'avait pas relevé une partie des créances menacées d'insolvabilité détenues par les banques du pays en créant un super établissement financier étatique garantissant leur valeur faciale au travers de l'émission et l'échange de nouveaux titres qui leur sont reliés⁷⁶, probablement, à l'heure qu'il est, la grave crise de valorisation dont est victime le Japon aurait déjà éclaté au grand jour. Or, ces

⁷⁵ Cf. *La lettre de Mouvement Communiste*, premier numéro, février 2002.

⁷⁶ L'établissement en question se nomme Resolution & Collection Corp. (RCC) et est dirigé par Akio Kioi. En 2000 et 2001, le RCC a racheté aux établissements bancaires nippons des créances menacées d'insolvabilité pour quelque 7,5 milliards de dollars sur un total de créances 'douteuses' estimé entre 600 et 1000 milliards de dollars. Pour oeuvrer efficacement, l'Etat a doté le RCC d'un budget de 225 milliards de dollars, soit entre le tiers et le quart du total des prêts octroyés par les banques qui, en toute hypothèse, ne seront pas rémunérés par les emprunteurs devenus insolubles. Le mécanisme est simple. Le RCC rachète les créances 'douteuses' à un cours de 60% à 100% de leur valeur faciale, alimentant ainsi d'autant de liquidités les caisses des banques aux actifs financiers dégradés. D'autres artifices financiers sont envisagés, dont le rééchelonnement du remboursement des dettes sur une période plus longue ou encore l'échange des titres de la dette contre des actions des sociétés frappées par l'insolvabilité.

titres de consolidation des créances, assurés en dernière instance par un Etat détenant des réserves de l'ordre de 400 milliards de dollars, font précisément partie des moyens financiers blâmés par les experts d'Attac.

« Désormais, celui qui investit (ou emprunte) recherche le meilleur rendement en passant d'un titre à l'autre, ou d'une monnaie à l'autre, ou d'un procédé de couverture à l'autre : de l'obligation en francs à l'obligation en dollars, de l'action à l'option, de l'option au future ... »,

regrette, non sans un zeste d'hypocrisie populiste, Dominique Plihon, professeur à l'Université Paris-Nord et éminence du conseil scientifique d'Attac. Au total, adoption de la taxe Tobin ou pas, la « marchandisation du monde » ne s'arrêtera pas, ni l'extension de celle que Marx définissait « l'économie de crédit », l'économie fondée sur le crédit. Et c'est tant mieux pour le mode de production capitaliste.

« Considérer le capital portant intérêts comme la forme principale du capital, vouloir faire d'une application particulière du crédit, de l'abolition prétendue de l'intérêt, la base de la transformation sociale, voilà une fantaisie tout ce qu'il y a de plus philistin.⁷⁷ »

L'ANNULATION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES

En complément et grâce à la collecte de cette taxe, resurgit la vieille lubie tiers-mondiste de l'annulation de la dette des pays pauvres, néanmoins capitalistes ajoutons-nous.

« L'annulation de la dette publique du tiers-monde a fait l'objet, en 2000, d'une campagne mondiale de Jubilé 2000 à laquelle nous nous sommes associés en essayant d'agir en France, là où nous disposons de leviers et de moyens de pression: sur notre propre gouvernement.⁷⁸ »

Là encore, il s'agit d'une revendication adressée aux gouvernements et aux grandes institutions internationales de régulation financière du marché mondial (Banque des règlements internationaux ; Banque Mondiale ; Fonds Monétaire International, etc.), ainsi qu'aux pays capitalistes les plus forts. La satisfaction de cette revendication devrait permettre un développement économique plus harmonieux, moins inégal de la planète en gommant les plus criantes disparités de richesse entre les nations. Un vaste et multiforme front s'est à nouveau constitué en son soutien. Il va, bien sûr, des pays qui tireraient un intérêt immédiat d'une annulation de leur dette à ceux qui (des fascistes plus ou moins déclarés aux socialistes nationaux à la Chevènement), dans les pays plus riches, veulent troquer l'adoption de mesures de cet ordre avec l'arrêt de l'« immigration sauvage » en provenance des éventuels pays bénéficiaires. Ce pseudo objectif est une pratique courante des organismes prêteurs supranationaux et des grands établissements de crédit internationaux. Pas pour des raisons caritatives ou humanitaires, mais parce que, s'ils étranglent financièrement les pays endettés, ceux-ci ne pourront plus observer leurs échéances de remboursement des prêts contractés et de règlement des intérêts afférents. L'adhésion du FMI, des principales banques étrangères et des pays capitalistes les plus forts au plan Duhalde s'explique ainsi⁷⁹. Le maintien de la solvabilité générale des parties est un moyen indispensable pour développer le commerce mondial et

⁷⁷ K. MARX : *Au sujet de Proudhon, Lettre à J-B. Schweitzer*, 1865.

⁷⁸ Attac: *Manifeste 2002*- déjà cité.

⁷⁹ Idem

l'exportation de capitaux dans le cadre des échanges illégaux. Un exemple ? Des pays capitalistes forts comme le Japon, l'Allemagne, la France ou le Royaume-Uni réservent chaque année environ 0,3% de leur PIB au poste budgétaire de l'aide aux « pays en voie de développement ». Les Etats-Unis se limitent à un pourcentage de 0,1%, mais pour un PIB de l'ordre de 10 000 milliards de dollars cela représente un pactole avoisinant les 10 milliards de dollars par an. Au total, en 2000, selon les chiffres de l'OCDE, quelque 53,06 milliards de dollars ont été versés aux « pays en voie de développement » par les pays membres de cette organisation internationale. A lui seul, le G7 (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie et Japon) a assuré les trois quarts de cette somme. L'échange inégal n'est plus tant le produit de la politique coloniale du pillage des ressources des pays colonisés garanti par la force armée, mais l'effet inévitable des disparités entre les niveaux différents de productivité du travail social par aires géopolitiques. La division internationale du travail dans les conditions de la domination réelle du capital s'appuie sur et s'exprime par les échanges inégaux. Ces derniers sont sans cesse remis en cause par le mouvement concurrentiel du capital de telle sorte que certains pays décrochent et s'enfoncent dans la plus lointaine périphérie du capitalisme mondial et d'autres se rapprochent de son centre jusqu'à en menacer les occupants. L'histoire du capitalisme est dense de phénomènes géopolitiques de cette nature. Dès qu'un ou plusieurs pays sombrent dans des crises fiscales aiguës de l'Etat, ils deviennent brutalement insolvables, incapables de satisfaire à leurs engagements financiers nationaux comme internationaux. C'est généralement à ce moment là que ladite crise de la dette explose (cf. l'Argentine). L'appel au crédit n'est pas, en soi, un signe de mauvaise santé économique, au contraire. Lorsque l'économie (lire la production et la réalisation intégrale de la valeur) rentre en crise, c'est-à-dire s'interrompt le processus général de valorisation, l'Etat est appelé à son secours et, pour ce faire, utilise sa puissance budgétaire et sa capacité d'endettement. Quand et si ces cartouches s'épuisent, l'Etat connaît à son tour une crise financière, aggravée par des entrées fiscales diminuées à mesure de la diminution de la production et de la consommation de marchandises de la formation sociale qu'il représente. Parmi les issues de secours qu'il lui reste, le rééchelonnement, le moratoire ou même l'effacement pur et simple de tout ou partie des dettes extérieures figurent au chapitre des mesures traditionnellement adoptées. Une fois encore, l'Argentine constitue un cas d'école⁸⁰. Pour cela, les Etats n'ont aucunement besoin des bons conseils des anti-mondialistes. Des décisions de cette nature ne sont pas, bien entendu, la règle de fonctionnement normal du capitalisme mondial, mais, si elles s'imposent pour le préserver, le malade n'hésitera pas à se couper un bras pour éviter que la gangrène s'étende à d'autres parties du corps.

ATTAC POUR L'ETAT ET LE CAPITAL NATIONAL

Lorsque les anti-mondialistes d'Attac mettent en avant de manière moralisatrice la défense du capital productif « national » et de la petite propriété locale (agricole ou artisanale) contre les « *vampires cosmopolites de la finance* », ils adhèrent, à leur insu, au mythe d'un capitalisme éthéré, définitivement émancipé de la « *financiarisation* » et des basses besognes de la production. En lui conférant une puissance qu'il n'a pas, les anti-mondialistes s'agenouillent à leur corps défendant devant le Démon Argent, source, à leurs yeux, de tous les maux. « *La dictature des marchés financiers* » s'exprimerait, selon eux, grâce au marché libre mondial des marchandises. Ils lui opposent les vertus présumées du procès de production immédiat (national ou, pire, local) qu'on ne pourrait défendre désormais que par le retour au bon vieux protectionnisme, par le ralentissement de la circulation de l'argent comme capital et par

⁸⁰ Idem

l'accroissement des dépenses budgétaires de l'Etat, notamment en direction des services dits publics.

Avec les termes d'Attac, il s'imposerait, tout d'abord, « *d'entraver la spéculation internationale ; de taxer les revenus du capital ; de sanctionner les paradis fiscaux ; d'empêcher la généralisation des fonds de pension ; (..) d'établir un cadre légal pour les opérations bancaires et financières...*⁸¹ »

De la même manière, Attac récidive en défendant le « *service public* », financé par l'impôt:

« *L'impôt doit servir à financer les dépenses socialisées, répondant à la satisfaction des besoins collectifs. (...) L'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune devraient, au contraire, être alourdis et appliqués à l'ensemble des sources de richesses existantes, en réduisant l'inégalité de taxation entre le travail et le capital. (..) Une taxation plus importante sanctionnerait alors les bénéfices obtenus sans production de richesses (revenus financiers, opérations spéculatives ...)*⁸².

Les anti-mondialistes ne visent que des réformettes, passablement utopiques, espérant une régulation et une moralisation du capitalisme, c'est-à-dire sa pérennisation sous une forme acceptable. Pour accroître leur audibilité et leur crédibilité auprès des pouvoirs en place, les *No Global* bâtissent laborieusement plusieurs ponts vers cette idéologie que Marx qualifiait dans le *Manifeste du parti communiste* en 1847 de socialisme conservateur ou bourgeois.

« *Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux anomalies sociales pour consolider la société bourgeoise. (...) Ils admettent la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent.*⁸³ »

La lutte contre le crédit et la finance ne correspond pas au combat contre le capitalisme en tant que mode de production. C'est à l'inverse une lutte réactionnaire contre le capitalisme moderne et ses caractéristiques, le crédit et le marché mondial des marchandises capitalistes, au nom d'un capitalisme idyllique et obsolète, protectionniste et nationaliste. Le capitalisme du pauvre, c'est le socialisme des imbéciles petits-bourgeois !

LES SECTEURS "NO PROFIT" AU PINACLE

Un autre thème porteur d'Attac est le soutien des « *services publics* », et de l'économie dite mutualiste et coopérative.

« *Ce secteur diversifié, souvent qualifié d'économie sociale et solidaire, parce qu'il défend des principes démocratiques et participatifs, peut favoriser des réappropriations citoyennes du local au global. Ces formes d'organisation de production de biens et de services, qui existent dans les pays du Sud comme dans les pays du Nord, coopératives, associations, mutuelles, démontrent qu'économie ne rime pas fatalement avec surexploitation, spéculation, délocalisation, licenciement.*⁸⁴ »

⁸¹ Attac: *contre la dictature des marchés*, la Dispute, Syllepse, p.147-148.

⁸² Attac: *Manifeste 2002-* déjà cité.

⁸³ Marx : *Le Manifeste*, 10/18, p.54-55.

⁸⁴ Attac: *Manifeste 2002-* déjà cité.

L'économie de profit côtoierait, selon nos bons idéologues petits-bourgeois, une économie « *no profit* », non exploiteuse et faite de solidarités et de services non marchands aux citoyens. Une économie enfin sociale en somme. Dommage que, lorsqu'elles existent, ces entreprises ne puissent survivre que grâce à l'argent de l'Etat, donc du contribuable, donc, en dernière analyse, d'une portion des profits dégagés du travail productif des ouvriers réalisé dans les entrailles de la maudite « *économie de marché* ». Ces structures assurent tant bien que mal les soins palliatifs qui ne peuvent pas être traduits immédiatement en marchandises. Que l'on pense, par exemple, aux dépenses publiques de santé, essentiellement finalisées à rendre la plus efficiente possible la marchandise force de travail. Plus généralement, les services publics socialisent une partie des coûts d'entretien et de formation de la marchandise force de travail et se chargent de garantir l'ordre (la police aussi est un « service public ») et l'équilibre général (géographique, démographique, d'instruction, etc.) de la formation sociale capitaliste. Pour Attac, ce n'est donc pas ainsi. Les secteurs d'activité chargés de ces missions seraient supposés, du fait de leur caractère social, être « *hors de la logique capitaliste* ». Le socialiste utopiste anglais Robert Owen (1771-1858), fondateur du mouvement coopératif, n'adhérait contrairement à ses épigones, nullement à ce genre de croyances et inscrivait ses propositions dans une perspective révolutionnaire.

« Robert Owen, le père des fabriques et des boutiques coopératives, qui cependant, comme nous l'avons déjà remarqué, était loin de partager les illusions de ses imitateurs sur la portée de ces éléments de transformation isolés, ne prit pas seulement le système de fabrique pour point de départ de ses essais; il déclara en outre que c'était là théoriquement le point de départ de la révolution sociale.⁸⁵ »

Un bref regard sur l'histoire des coopératives (ou, plus récemment, de son succédané de l'autogestion), nous indique que, soit celles-ci disparaissent de leur belle mort submergées par les dettes, soit se transforment en entreprises capitalistes normales, dont certaines même dotées d'une gestion "ouvrière". Elles ne représentent en rien une alternative au capital.

ATTAC POUR UN POUVOIR TOUT PRES DU PEUPLE

« Bref nous réclamions le début d'une refonte de la gouvernance internationale. Utopique ? Peut-être. Mais quelles autres réponses apporter aux dérives de plus en plus dramatiques de la mondialisation libérale puisque nous refusons de voir le marché et son dernier avatar sécuritaire guider nos sociétés, puisque nous refusons tout autant le repli souverainiste ?⁸⁶ »

Si, par cette déclaration, ces « *quatre citoyens représentatifs* » essayent de se démarquer du « *repli souverainiste* » – davantage l'apanage de la tendance national-socialiste de Jean-Pierre Chevènement -, c'est pour revendre, quelques lignes plus loin, le nouveau concept protectionniste de « *souveraineté alimentaire* », « *moins lié à l'Etat nation qu'aux peuples et sociétés⁸⁷* ». Comme si l'organisation régionale du marché mondial ne se structurait pas au travers d'Etats nation ! Que dire aussi de la grande nouveauté catégorielle du « *peuple* », vieille idéologie du repli identitaire, communauté fictive par excellence, au même titre que la race, la citoyenneté ou la religion.

⁸⁵ Marx: *Capital*, livre I, Pléiade, p. 996.

⁸⁶ « Oublier Doha » Texte commun de J. Bové, confédération paysanne ; F. Dufour, vice-président d'ATTAC ; Y. Jadot, de Solagral, et B. Rebelle de Greenpeace, dans *Le Monde* du 23/11/01.

⁸⁷ *Idem*.

« *Quand, j'entends le mot peuple, je me demande ce que l'on réserve au prolétariat* » (Marx).

En perdant toute efficacité critique, en caricaturant les positions de ses adversaires, en faisant marcher à fond la planche à slogans, l'anti-mondialisation dévoile son côté religieux en déployant sa mystique irrationnelle. Comme dans la religion catholique - dont les tenants sont très présents chez les anti-mondialistes -, l'important c'est de se placer au sein de la mère Eglise. Cela étant assuré, chaque sensibilité peut s'exprimer, s'organiser plus ou moins librement. Des partisans gauchistes de la « *théorie de la libération* » aux fascistes de l'Opus Dei, la grande famille attire et garde toutes les sensibilités, à la condition d'accepter le dogme de la vérité révélée du Christ. La vérité révélée de l'anti-mondialisation c'est donc l'Etat national contre le marché mondial. Un exemple du bel œcuménisme patriotique de ce mouvement ? Lors de la manifestation du 14 décembre 2001 à Bruxelles, on retrouvait pêle-mêle dans le défilé les fascistes flamingants du Vlaamse Block, les anarchistes du Blacks Blocs, plusieurs organisations chrétiennes, les syndicats de toutes obédiences, les staliniens et les sociaux-démocrates.

LA « DEMOCRATIE PARTICIPATIVE » AU SECOURS DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

La dernière découverte de nos anti-mondialistes est la « *démocratie participative* » mise en œuvre à Porto Alegre (extrême sud du Brésil), par le *Parti des travailleurs* local au moyen de l'établissement d'un « *budget participatif* » qui permet à chaque citoyen de donner son avis. Les anti-mondialistes comptent ainsi béquiller la démocratie électorale bourgeoise traditionnelle, en recyclant, en le dénaturant, le vieux mythe de la « *démocratie directe* » cher aux libertaires. Il s'agit, pour les citoyens, non seulement de voter aux élections classiques, mais de continuer « *d'exercer leur vigilance* », afin de contraindre les élus à respecter les engagements pris durant la campagne électorale. Par ce biais, on entend rendre des lettres de noblesse aux instances légiférantes, de plus en plus flétries par les prérogatives grandissantes du pouvoir exécutif.

« *Si, en 2002, Attac contribue à mettre en débat la politique de la France, et plus particulièrement celle du ministère de l'économie et des finances au sein de ces organisations, afin de la ramener dans le giron des élus, l'association n'aura pas failli à sa mission d'éducation populaire... et parlementaire!* ⁸⁸ »

Le souci de redonner un peu de vie au cadavre parlementaire est suffisamment explicite mais doit néanmoins être souligné. La critique marxiste du crétinisme parlementaire s'en trouve renforcée et validée⁸⁹.

« *Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.* ⁹⁰ »

⁸⁸ Attac: *Manifeste 2002*- déjà cité.

⁸⁹ Ici comme ailleurs, nous pourrions presque opposer systématiquement le *Manifeste 2002* d'Attac à celui rédigé en 1847 et connu sous le titre de *Manifeste du Parti Communiste*.

⁹⁰ Marx: cité par Lénine dans *L'Etat et la révolution*; Ed. Sociales, p.68.

Dans la phase du capitalisme mûr et dans le cadre de la république démocratique, le parlement n'est plus le lieu privilégié où s'opèrent l'unification et la synthèse des intérêts contradictoires des différentes fractions bourgeoises. Il ne représente plus qu'une chambre discréditée d'enregistrement des décisions prises ailleurs, issues du dialogue institutionnel permanent entre exécutif, administration et acteurs économiques. Dès lors, la transformation des citoyens en auxiliaires de la démocratie électorale se réduit à une sorte de gigantesque « reality show », tant impuissant que ridicule. Attac ne recule devant rien, donc même pas devant le caractère dérisoire de cette revendication. Au contraire, l'association prétend redonner aux « *peuples* » goût à la démocratie en tant qu'unique horizon du possible. Aussi, l'appel au « *peuple* » n'est-il pas le lot exclusif des démocrates participatifs. L'histoire plus ou moins récente est remplie d'aspirants chefs charismatiques qui se tournent vers lui, y compris pour mettre au pas une démocratie électorale classique récalcitrante. C'est alors que la démocratie participative se fait fasciste⁹¹. Pour les prolétaires, ces verbiages n'ont qu'un sens : les rendre responsables de leur propre exploitation derrière les classes dominantes. Mais Attac a-t-il adopté ces beaux principes pour son fonctionnement interne ? Bien sûr que non. L'association est dirigée dans la plus grande opacité par le très exclusif « *Collège des fondateurs* », dont l'inamovibilité est gravée dans les statuts.

« Dotée de statuts qui l'apparentent davantage à une fondation plutôt qu'à une association, Attac pourra difficilement évacuer la question de la démocratie interne. »⁹²

« Du point de vue de son fonctionnement interne, Attac reproduit ce dont elle a toujours déclaré se démarquer : les structures et les comportements d'un banal parti politique. »⁹³

A l'évidence, être une Eglise et incarner un modèle de démocratie interne ne font pas bon ménage.

LA « BATAILLE » DE GENES

Les anti-mondialistes se présentent comme une mouvance - comprenez un mouvement hétérogène ayant néanmoins des points communs -, des valeurs communes, et surtout une logique commune. L'on pourrait parler d'un « *front uni* », qui ratisse large et qui regroupe des ailes seulement superficiellement opposées. Cela se manifeste clairement à propos de la question de la violence puisque, à une extrémité, on retrouve l'aile pacifiste et non-violente, tandis qu'à l'autre s'agitent les « *casseurs* » du Black Block. Néanmoins, les uns comme les autres vont dans le même sens et se vouent une reconnaissance mutuelle. Par conséquent, contrairement aux dires des médias sensibles aux charmes *No Global*, l'exercice de la violence ne constitue pas un véritable élément discriminant car les objectifs et les présupposés sont les mêmes. Le débat sur la violence se réduit à une question d'opportunité ou, pire, d'éthique. Les quelques vitrines de banques cassées sont l'expression la plus spectaculaire du même raisonnement qui veut qu'attaquer le mauvais capital financier serve à éveiller la conscience des masses. Les plus virulents des *No Global* assaisonneront le tout par le culte de l'acte exemplaire typique du réformisme armé, alors que les plus pacifiques d'entre eux préféreront s'inspirer des actions non-violentes à la mode du Mahatma Gandhi. Parfois, on

⁹¹ Cf. notre brochure: « *Démocratie et fascisme: Deux formes politiques unifiées de la dictature du capital.* » *Mouvement Communiste* -Hiver 1997/1998.

⁹² Le Monde; Attac, la tentation hégémonique; 27-28/01102.

⁹³ Adhérents d'Attac, encore un effort pour ne plus faire du monde une marchandise; Anonyme 1999.

retrouve les deux tendances réunis au sein de la même composante, comme c'est le cas pour les *Tute blanche* italiennes des *Centri sociali*.

« S'ils (les dirigeants d'Attac) ne partagent pas leur conception de la lutte contre la mondialisation, ils les (le black block) considèrent comme une composante du mouvement 'anti-mondialisation'. Cette reconnaissance les incite à s'interroger sur les 'formes d'actions' à mettre en oeuvre, et notamment sur leur 'degré de violence' légitime ⁹⁴ ».

« Le CA (conseil d'administration d'Attac) ne considère pas les membres de ces groupes (mouvance Blacks Blocks) comme des adversaires. Pour les futures mobilisations, et à l'exemple du Forum social de Gènes-GSF, Attac contribuera à la construction, par la discussion démocratique, de convergences entre les mouvements luttant contre la mondialisation libérale, et n'excluant personne, y compris les groupes en question. ⁹⁵ »

Quel que soit le moyen plus ou moins énergique d'action employé, on ne se détache guère de la logique réformiste. Cette politique se nourrit de la pression exercée sur les pouvoirs publics et sur les institutions internationales qu'il s'agirait de réformer et de convaincre d'agir dans le sens voulu. Outre son inefficacité et son côté dérisoire, la violence des Black Blocks devient abstraite et inopérante car elle ne s'attaque en rien au fondement du capitalisme, la production de valeur. Totalement déconnectée de la classe ouvrière et de ses luttes, elle fournit un prétexte de choix à la force organisée de l'Etat pour s'exercer sur des champs de bataille grandeur nature, entraînement précieux dans la perspective de la criminalisation des mouvements prolétariens révolutionnaires à venir. La mort d'un manifestant à Gènes est à la fois l'expression tragique de la confusion et de l'ignorance absolue des termes politiques et militaires du combat de la part de la jeunesse contestatrice et de l'inexpérience patente de larges pans des dites forces de l'ordre engagées (dont des jeunes appelés constituaient le gros des effectifs). Quant aux vagues d'arrestations et de matraquages, il faut une bonne dose d'angélisme et d'illusions sur la sacro-sainte démocratie pour s'en offusquer et crier au scandale. Il est pour le moins paradoxal de prôner l'extension de l'intervention de l'Etat régulateur et de se plaindre lorsque celui-ci défend la légalité bourgeoise et la propriété privée. Crier aux bavures et aux complots, comme ce fut le cas de la part du *Genoa Social Forum*, organisateur du défilé, sert finalement à cacher la normalité du fonctionnement de la démocratie du capital. On n'a très peu souligné le fait que l'ensemble du dispositif policier ne fut pas l'œuvre du droitier extrême Silvio Berlusconi, mais celle de ses prédécesseurs et des dirigeants des forces de répression installés à leurs postes par la gauche plurielle à l'italienne. Une partie de la « gauche de gouvernement » se retrouvait des deux côtés, dans les manifestations et chez la force de répression étatique. Combien d'hommes politiques, d'hommes d'Etat, de syndicalistes, de gauche comme de droite, ne jouent pas sur les deux tableaux occupant tout à la fois des postes de pouvoir tout en étant membres d'Attac, de Greenpeace ou d'autres associations du même ordre ? C'est une manifestation de ce que traditionnellement nous appelons l'opportunisme. C'est à ce genre de débordement opportuniste que l'on a pu assister, lors du dernier sommet de Porto Alegre, fin janvier/début février 2002, où ont conflué dans cette petite ville du Brésil des centaines de « personnalités » politiques du monde entier en manque de notoriété et d'électeurs. Rien que pour la France, on a dénombré six ministres, trois candidats à l'élection présidentielle, le maire de Paris, le numéro un du PS, le numéro deux du RPR, des dizaines de parlementaires, de conseillers... et un considérable contingent d'intellectuels « critiques ».

⁹⁴ M. Barrillon : *Attac, Encore un effort pour réguler la mondialisation ! ?*, Climats, p.73-74.

⁹⁵ Attac : Lettre de septembre 2001.

LA MONDIALISATION DU CAPITAL COMME CONDITION NECESSAIRE DE LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE

Dès le *Manifeste du Parti Communiste*, en 1847, Marx et Engels avaient salué l'œuvre unificatrice et la nature cosmopolite du capital comme conditions de la révolution communiste mondiale. Presque deux siècles plus tard, cette condition, avec les contradictions insolubles qu'elle engendre, est pleinement remplie. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Cela n'est pas le cas des anti-mondialistes qui, au contraire, préfèrent dépoussiérer les idéologies socialistes bourgeoises du repli nationaliste et du retour vers un mythique capitalisme plus humain et équitable. L'instant de gloire dont elles bénéficient s'explique par la criante absence politique du prolétariat. Malheureusement, pour l'heure, ce dernier a laissé le champ libre à toutes sortes d'idéologies interclassistes et « citoyennes », dont l'anti-mondialisation. Ce mouvement s'adresse en effet à la conscience des individus et pas à celle de la classe ouvrière. C'est la caricature d'un réel mouvement de combat, un substitut qui contribue à renforcer la démoralisation et la passivité ouvrières. L'apparition de la classe exploitée aux rendez-vous de l'anti-mondialisation se fait par l'intermédiaire des syndicats d'Etat, chargés en toutes circonstances (donc aussi dans le cadre des agitations anti-mondialistes) d'étouffer dans l'œuf toute expression autonome du prolétariat.

« Les philanthropes veulent donc conserver les catégories qui expriment les rapports bourgeois, sans avoir l'antagonisme qui les constitue et qui en est inséparable. Ils s'imaginent combattre sérieusement la pratique bourgeoise, et ils sont plus bourgeois que les autres. »⁹⁶

Mais le mouvement du capital se poursuit, reproduisant chaque fois à une échelle élargie ses contradictions fondamentales et donc la possibilité réelle de leur dépassement. C'est justement dans son procès de mondialisation que réside la création sans cesse renouvelée d'une classe mondiale, ayant partout les mêmes intérêts et les mêmes ennemis. Cette classe, porteuse du futur de l'humanité, se fixe comme seul horizon la lutte contre le capitalisme dans sa totalité. Cette classe spéciale, qui, pour l'instant, n'apparaît que trop rarement en tant que telle, c'est la classe ouvrière internationale.

"A mesure que la bourgeoisie se développe, il se développe dans son sein un nouveau prolétariat, un prolétariat moderne: il se développe une lutte entre la classe prolétaire et la classe bourgeoise, lutte qui, avant d'être sentie des deux côtés, aperçue, appréciée, comprise, avouée et hautement proclamée, ne se manifeste préalablement que par des conflits partiels et momentanés, par des faits subversifs. D'un autre côté, si tous les membres de la bourgeoisie moderne ont le même intérêt en tant qu'il forment une classe vis-à-vis d'une autre classe, ils ont des intérêts opposés, antagoniques, en tant qu'ils se trouvent les uns vis-à-vis des autres. Cette opposition des intérêts découle des conditions économiques de leur vie bourgeoise. De jour en jour, il devient donc plus clair que les rapports de production dans lesquels se meut la bourgeoisie n'ont pas un caractère un, un caractère simple, mais un caractère de duplicité; que dans les mêmes rapports dans lesquels se produit la richesse la misère se produit aussi; que dans les mêmes rapports dans lesquels il y a développement des forces productives, il y a une force productrice de répression; que ces rapports ne produisent la richesse bourgeoise, c'est-à-dire la richesse

⁹⁶ Marx: *Misère de la philosophie*; Editions Sociales, 1846-47; p.133.

de la classe bourgeoise, qu'en anéantissant continuellement la richesse des membres intégrants de cette classe et en produisant un prolétariat toujours croissant. ⁹⁷»

Le prolétariat mondial – issu du mode de production capitaliste – est la seule force sociale capable de déraciner ce mode de production et; avec lui, tous les modes de productions fondés sur l'existence de classes. Il est le seul vecteur possible de la révolution communiste mondiale.

Bruxelles, Paris, le 20 février 2002.

⁹⁷ Marx : Misère de la philosophie ; Editions Sociales, 1846-47, p.131.

*Pour toute correspondance, écrire sans autre mention à :
B.P. 1666 Centre Monnaie 1000 Bruxelles 1 Belgique*

“ Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d’entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure ”.

**Karl MARX,
*Salaire, prix et profit, 1865.***